

Christian Duhamel
Maître de conférence à l'Université Paris-Sud
Chargé de mission à la Délégation aux relations
Internationales et à la coopération du
Ministère de l'éducation nationale

Rapport de mission au Kosovo auprès du Département de l'Education et de la Science de la MINUK en mai, juin et juillet 2001.

Kosovo, Europe, educational reform, preschool, teaching French, University, Bologna Declaration, France

Résumé

Remerciements

I] Présentation générale

I-A } Origine et cadre de la mission

I-B } Les retraites des enseignants

I-C } Où va le Kosovo ?

I-D } L'Europe comme perspective pour l'emploi et l'éducation

I-E } Réforme scolaire. Préélémentaire.

II] Les programmes scolaires français

II-A } Enseignement du français

II-B } Ecole de l'Europe

II-C } Appariements d'établissements

III] L'Université et la Résolution de Bologne

III-A } Analyse générale. Proposition stratégique

III-B } Trois projets : missions, professionnalisation, recherche

III-C } Les études scientifiques et technologiques

III-D } Médecine et pharmacie

III-E } Lettres, Sciences humaines, juridiques et économiques

III-F } Coopérations possibles avec la France en Sciences humaines

IV] L'Université d'été de Prishtina

V] Conclusion et perspectives

VI] Synthèse et Liste des annexes

Mise à jour : 03 09 01

Résumé du rapport

Projets français dans les écoles et lycées

L'accord signé le 29 mai 2001 entre le Département de l'éducation et de la science de la MINUK et le Bureau de liaison français insiste sur la nécessité de développer au Kosovo l'enseignement de plusieurs langues de l'Union Européenne et prévoit :

- Le *renforcement de l'enseignement du français* dans 10 lycées répartis sur le Kosovo, dont 5 seront des centres-ressources, ainsi que la nomination et la formation de 5 conseillers pédagogiques chargés de la formation des enseignants.
- Le démarrage en septembre 2001 du *projet franco-allemand d'Ecole de l'Europe*. Le début de ce projet conduit par la Mission laïque française a été adapté pour éviter tout risque pour les élèves.

Quelques *appariements d'établissements* français et kosovars sont mis en place.

La Résolution de Bologne et l'Université de Prishtina.

La mise en route de missions depuis et vers Prishtina a permis d'établir quelques projets de coopération pour l'aide à la réforme des curricula. Deux projets ont été soumis pour financement, l'un par le Budget Consolidé du Kosovo, l'autre par d'autres donateurs :

- "*Professional studies*" : Introduction par des professeurs d'universités étrangères de nouveaux modules professionnalisant les études de premier cycle ;
- "*Relance d'activité de recherche*" par l'organisation de séminaires d'étudiants et de jeunes universitaires

Le suivi de ces projets pourrait être confié à une personne résidant à l'étranger avec de fréquentes missions au Kosovo.

Le rapport insiste sur la nécessité d'introduire au lycée comme à l'université le point important de la résolution de Bologne, *la problématique de l'emploi* futur des étudiants, emploi au Kosovo même ou dans des pays de l'Union Européenne, et de le faire dans le cadre de coopérations internationales souples et se développant avec les meilleurs partenaires bien identifiés, en fonction des résultats progressivement acquis. Le cadre du projet "professional studies" a été conçu en ce sens. Dans la situation du Kosovo l'accent doit être mis sur les baccalauréats et les licences offrant une qualification professionnelle reconnue en Europe, et sur l'implantation de nouveaux centres universitaires de premier cycle hors de Prishtina. Les mastères (niveau 4+5) ne peuvent encore se développer aux standards européens que pour une minorité d'étudiants et dans le cadre de solides consortia internationaux. Une politique de formation pour étudiants salariés permettrait de résoudre le problème des étudiants inscrits mais ne suivant pas les cours, avec à terme un département de formation permanente et d'enseignement à distance.

La création de l'économie et de l'emploi ne peuvent se contenter de formations à la gestion mais donner une forte *priorité à celle des techniciens, techniciens supérieurs, et ingénieurs*

Coopérations universitaires franco-kosovares

Quelques ouvertures sont décrites pour développer ces coopérations, actuellement inexistantes sauf avec le département de français, alors que beaucoup d'autres pays ont déjà accompli un travail appréciable. Ceci devra se construire dans un cadre européen.

Remerciements

Je tiens à remercier particulièrement le Professeur Michael Daxner qui a pris le risque personnel de proposer à Jack Lang que je vienne l'aider à Prishtina durant ces trois mois. J'espère qu'il n'eut jamais à le regretter. L'expérience fut passionnante et je souhaite que nous ayons la possibilité de la faire fructifier ensemble.

Tant de noms et de visages me viennent à l'esprit qu'à tenter de les nommer tous, je craindrais à la fois d'en oublier et de manquer de place sur cette page. Avec cette impossibilité de tous les nommer, mes remerciements vont :

- **A Naïm Rrustemaj, avec qui nos discussions, souvent passionnées, furent toujours cordiales et orientées dans le sens de l'efficacité ;**
- **A toute l'équipe du Département de l'éducation et de la science, kosovars et internationaux, travaillant ensemble dans une atmosphère chaleureuse et créative, et je remercie particulièrement Alexis de Roquefeuil car c'est avec ses conseils pertinents que le projet "professional bachelor's studies" fut construit, et Cristopher Conrad pour son soutien au projet de l'Ecole de l'Europe ;**
- **A Lewis Purser, de l'Association européenne des universités, avec qui le contact fut permanent, fait de confiance mutuelle et toujours fructueux (vive internet !);**
- **Au Recteur Kelmendi dont la confiance m'a honoré, ainsi qu'à son équipe, les professeurs Bajrami, Baraktari, Halimi et Kuqi (longue vie à Ionita dans le futur Kosovo !), avec une mention particulière pour l'émouvant et inoubliable "pot" offert pour mon départ ;**
- **A mes collègues et amis kosovars, professeurs de français dans les lycées, à l'université ou au centre de Mitrovica ;**
- **Aux collègues universitaires kosovars de Prishtina et de Peja, dont l'accueil fut toujours d'une extrême gentillesse. Que me soit permis un remerciement particulier à ceux qui, en m'accueillant dans leurs familles pour un repas toujours très convivial m'ont offert l'hospitalité kosovare et ont atténué la solitude ressentie à être séparé de ma famille : Kadri Metaj, Mehmet Sadiku, Iset Sulaj, Rexhep Ismajli, Faton Berisha, Qendrim Gashi, et à ceux dont, faute de temps, je n'ai pas pu honorer l'invitation.**
- **Au Colonel Hubert de Laporte, dont notre surprenante rencontre aura fait un agent essentiel de l'avancée des mathématiques (on n'échappe pas à son destin !).**
- **A Beate, Yannick et Michel, animateurs exceptionnels de l'Université d'été et premiers agents, eux, de l'ECTS à Prishtina ;**
- **Aux collègues enseignants d'écoles, lycées ou universités de l'Union Européenne qui répondirent favorablement et sans qui cette mission n'aurait pu se réaliser ;**
- **Bien sûr à Bernard Garancher et Guillaume Robert du Bureau de liaison français, avec qui les relations furent toujours cordiales et constructives.**
- **Et (dois-je dire surtout ?) à Hatidje Murseli qui a choisi le retour à ses sources pour construire son avenir et avec qui la collaboration depuis bientôt un an fut pleine de confiance et de respect mutuels, avec, à la clef, l'efficacité.**
- **Enfin à Peter D., rescapé et mémoire de mille autres histoires dans une Europe en fureur, qui m'a accueilli dans sa tanière face aux Pyrénées, le temps de terminer ce rapport. Sa gentillesse et nos discussions furent précieuses.**

A tous un grand merci avec l'espoir de continuer ensemble.

**Rieux-Volvestre, le 25 août 2001
Christian Duhamel**

I] Présentation générale

I-A] L'origine et le cadre de la mission.

A la demande de M. Michael Daxner, co-directeur international du DES (département de l'éducation et de la science) et administrateur international de l'Université de Prishtina, j'ai séjourné au Kosovo durant les mois de mai, juin et juillet 2001 avec les tâches suivantes :

- 1] Permettre la mise en route des programmes initialisés par la France dans l'enseignement scolaire (écoles et lycées) ;
- 2] Conseiller l'Université de Prishtina dans la mise en place de sa réforme suivant les termes de la Résolution de Bologne.

Dès mon arrivée, je fus intégré dans l'équipe du DES et j'ai disposé dans de bonnes conditions d'un bureau au rectorat de l'université. Mlle Hatidje Murseli¹ m'a rejoint comme assistante, essentiellement sur le point des programmes scolaires impliquant la France.

Le DES regroupe une trentaine de personnes, les "Internationaux" et les Kosovars. L'ambiance de travail y est excellente et chaleureuse, malgré ou sans doute grâce à la diversité des origines des personnes, issues du monde entier. Chacun a un secteur bien défini et pour chaque poste de responsabilité, il y a un "International" et un Kosovar. Le point est fait chaque matin à 8 h.30 lors d'une courte réunion rassemblant l'ensemble du département. Les difficultés sont multiples : grande variété des origines des Internationaux dont les séjours sont parfois limités à un ou deux semestres ; inexpérience de certains, tant Internationaux que Kosovars ; mauvaise possession de la langue anglaise qui est la langue de travail ; très grandes inégalités des revenus (de 1 à 5 parmi les Internationaux, de 10 à 50 entre Kosovars et Internationaux). Mais un travail considérable a déjà été accompli dans la mise en place d'une administration et d'un système éducatif capables à la fois de fonctionner et d'évoluer ultérieurement. On pourrait certes rêver d'une organisation mieux rodée, de ressources mieux affectée, d'une économie d'échelle et d'une meilleure efficacité, mais ce serait effectivement rêver sans tenir compte du traumatisme laissé au Kosovo par les dix dernières années. Celles-ci, combinant apartheid et répression dans la structure politique d'une Yougoslavie implosant avec une extrême violence, ont laissé un pays sans administration, sans économie véritable, sans compétences réelles pour les remettre en place, et à la recherche de sa propre identité.

L'enjeu est désormais la "kosovarisation" de l'administration à tous les niveaux, processus qui sera confirmé par les élections générales prévues en novembre de cette année. Ceci implique de transférer aux Kosovars les rênes de l'administration, les "Internationaux" se dégageant peu à peu et passant à des rôles de conseillers acceptés plutôt que de co-administrateurs imposés. Mais on conçoit la difficulté de cette transition. Les Kosovars albanophones, qui, bien que

¹ Jeune Française d'origine kosovare, titulaire d'une maîtrise d'anglais de Besançon, Mlle Murseli est au Kosovo depuis octobre 2000 dans le cadre de l'AFVP (Association française des volontaires pour le progrès). Elle a travaillé comme collaboratrice du "Kosovo Education Center" (KEC) mis en place par "l'Open Society Institute" pour la réforme du système éducatif, et assurait des cours de conversation française pour les étudiants de Prishtina ainsi que le suivi du projet "Ecole de l'Europe" de la Mission Laïque Française (MLF). Depuis le 1^{er} août 2001, elle est intégrée dans le DES en qualité de Volontaire des Nations Unies (UNV) pour les programmes éducatifs. Son trilinguisme (français, albanais, anglais), son expérience du terrain, sa capacité de travail et son enthousiasme me furent très précieux durant cette mission. Sa présence désormais au sein du DES sera très utile.

représentant 95% de la population, n'ont jamais, à quelque moment de leur histoire, exercé le pouvoir chez eux, n'y sont pas encore préparés et, dans ce petit pays sans grande ressource, sans classes intermédiaires, et où la "famille élargie" joue un rôle essentiel de solidarité, les oppositions et le clientélisme risquent de l'emporter sur le développement du sens de l'Etat.

I-B] Les retraites

C'est volontairement que ce paragraphe est placé en tête de ce rapport, car la mise en place d'un système de retraites pour les enseignants conditionne la réussite de toute politique éducative, tant au niveau scolaire qu'universitaire. L'administration internationale verse des salaires aux enseignants, entre 300 et 400 DM par mois, ce qui est peu dans les conditions du pays où l'argent international alimente artificiellement l'économie mais fait aussi monter les prix². Mais il n'y a actuellement aucun budget pour payer les retraites des vieux enseignants. *La mise à la retraite signifie la perte de tout revenu* alors que les cotisations ont été régulièrement versées au régime de Belgrade du temps de la Yougoslavie. Comment, dans de telles conditions, les professeurs âgés de l'université de Prishtina ne verraient-ils pas dans le recrutement de jeunes universitaires - et il y a plusieurs postulants de bon niveau - une menace sur leurs propres conditions de survie³ ? Pour la seule université de Prishtina, le paiement de retraites représenterait dans l'immédiat (il y aura bien sûr ensuite un effet cumulatif) probablement de l'ordre de 100 à 150,000 DM par mois, soit le coût de sept à dix consultants internationaux dont l'efficacité reste parfois à prouver. Dépensé dans le pays, cet argent contribuerait à son économie.

I-C] Où va le Kosovo ?

La situation actuelle au Kosovo contient beaucoup des ingrédients que l'on trouvait dans l'Algérie des années soixante après le départ des Français :

- sortie d'une situation d'apartheid au terme d'une guerre violente, inhumaine (au sens où des "lois de la guerre" pourraient en définir "l'humanité") et traumatisante contre un adversaire non pas totalement extérieur mais traditionnellement présent sur le terrain (donc avec de fortes similitudes de définition de "l'ennemi", de "l'Autre" et du "Même") ;
- absence d'administration locale malgré la présence de nombreux "héros" des dix années passées, sans expérience d'exercice du pouvoir civil mais avec l'habitude acquise de régler les divergences autrement que par la voie démocratique du temps de paix ;
- très forte natalité et forte proportion de jeunes (plus de 50% de la population kosovare a moins de 25 ans) ;
- absence de structures économiques d'emploi (entre 65 et 75% de la population active est sans emploi "légal") ;

² 10 à 12 DM par jour, cela représente environ : 1 kg de viande + 1/2 kg de fromage + 1 kg de pain. Soit un revenu, rapporté en France à des produits de première nécessité, d'environ 100 FF/jour ou 3,000 FF/mois.

³ J'ai connu un de ces "vieux professeurs", compétent, digne et respectable, ayant assuré courageusement le fonctionnement de l'université parallèle durant 9 ans, et qui fut ramassé comme "terroriste" par une milice serbe. Quand je l'ai rencontré, il sortait de plus de deux années de prison en Serbie. Qui osera lui annoncer que son âge le prive désormais à la fois de travail, ce qu'il admettrait sans doute, mais aussi de tout revenu ?

- absence de classes moyennes éduquées aptes à assurer le fonctionnement de l'économie, de l'administration et de la démocratie ; inadéquation à tous niveaux des formations et des besoins techniques, économiques et administratifs du pays.

Il y manque certes, et c'est important, l'islamisme, même si certains pays représentés au Kosovo y travaillent (y investissent ?) dans cette direction, espérant sans doute que la recherche identitaire de générations renouvelées offrira bientôt un terrain favorable⁴. Mais il faut prendre en considération d'autres facteurs tels que :

- la sortie d'un système communiste avec ses habitudes de bureaucratie et de corruption
- La sortie de près de dix ans du Système parallèle de l'éducation, certes courageux, voire héroïque et en tout cas d'une solidarité sans faille, mais avec tous ses effets de fermeture sur lui-même et de mauvaises conditions d'enseignement ;
- les traditions balkaniques d'une société fortement clanique aujourd'hui meurtrie et partiellement déstructurée, y compris dans ses habitudes familiales⁵ ;
- l'isolement actuellement renforcé du pays où les seules sorties possibles sans passeport (difficile à obtenir car délivré par Belgrade) ni visa sont des vacances au Monténégro incluant dans le budget des automobilistes les inévitables "amendes" qui complètent l'ordinaire des policiers locaux.
- Le fait, unique en Europe, que le Kosovo est entouré sur toutes ses frontières, par des populations albanophones, majoritaires ou minoritaires.

A ne pas faire cas de ces considérations, à ne pas prendre en compte les "forces" internes qui vont désormais travailler le Kosovo après cette extrême violence et ce traumatisme qui n'a épargné aucune famille, et leurs possibles débouchés à l'intérieur même de la société kosovare, on risque de plaquer sur ce pays les emplâtres "universels" de la société mondialisée, non seulement inutiles et coûteux mais lourds de tous les dangers. L'illusion onusienne se poursuivrait alors en laissant penser que les bénéficiaires principaux, les Kosovars, n'auraient pas su profiter des occasions généreusement offertes par la communauté internationale, pourtant pleine de la meilleure volonté, ce qui est vrai.

J'ai essayé non pas d'inventer de nouvelles structures censées contourner les difficultés pour apporter une réponse "universelle" et une solution "évidente", mais de proposer des cadres pour des projets qui ne pourront réussir qu'avec une réelle implication de partenaires kosovars. Je n'ai jamais choisi mes interlocuteurs. Après avoir été présenté au Sénat, je me suis rendu où j'étais invité, bénéficiant pour cela d'une lettre de mission signée du Recteur Kelmendi et de l'Administrateur international Michael Daxner. Cette lettre figure en annexe.

⁴ La rumeur veut que les quelques femmes que l'on croise, habillées "à l'islamique", reçoivent, à condition de porter ces tenues, une bourse appréciable pour suivre des cours (de couture, langue, économie familiale, ..) mis en place par des organisations de pays musulmans. Ces mêmes pays "investissent" dans la construction de mosquées, parfois en détruisant les anciennes, devenues monuments historiques, ou offrent des bourses pour étudier la langue arabe ou la sharia.

⁵ Le "village" était la référence forte de la "famille élargie" kosovare incluant les "cousins" de la diaspora qui contribuaient à son entretien et y revenaient en vacances. Sa destruction systématique par les Serbes a eu pour effet la déstructuration de ces liens qui se reconstruisent plus difficilement que les bâtiments incendiés.

I-D] L'Europe comme perspective pour l'emploi et l'éducation

Le Kosovo compte 2 à 2.3 millions d'habitants, dont plus de la moitié ont moins de 25 ans. L'école est obligatoire pour les années correspondant en France à l'école primaire plus le collège. Une grande partie des enseignants, de 20 à 50% selon les villes, entrés à la faveur du système parallèle et de l'après-guerre, n'ont pas les qualifications requises pour enseigner.

L'entrée au lycée se fait après un concours d'entrée dont beaucoup s'accordent à dire qu'il est loin d'être parfait et qu'il s'adresse à des élèves issus de l'enseignement obligatoire de niveau très faible. Il y a les lycées généraux et les lycées professionnels qui regroupent les lycées techniques plus des lycées devant disparaître sous leurs formes actuelles (médicaux, de musique, ou économiques).

L'entrée à l'université se fait aussi sur concours, très spécialisé : on candidate sur une option bien définie, sans possibilité ultérieure de réorientation⁶. On doit choisir dès l'entrée à l'Université les études que l'on veut entreprendre, un peu comme pour le choix d'un IUT en France. Il y avait en 2000-01 environ 20,000 étudiants inscrits, mais beaucoup ne peuvent être considérés comme des étudiants qui étudient, ces derniers n'étant probablement guère plus nombreux que 8,000. Cette équation "étudiants inscrits" = "étudiants actifs" + "étudiants fantômes" s'explique par la nécessité de gagner de l'argent par divers métiers ou "petits boulots", mais aussi par la possibilité, une fois entrés à l'université, de passer les épreuves autant de fois que nécessaire pour réussir tout examen. *Cette possibilité devrait être limitée à trois tentatives dans les deux ans qui suivent la première inscription.*

L'économie kosovare ne sera pas apte avant longtemps à offrir du travail à ces jeunes. Leur formation est très largement découplée des besoins en compétence pour les métiers auxquels ils se destinent. Un enjeu majeur de l'éducation au Kosovo est de former des gens capables :

- d'exercer une profession au Kosovo même, soit dans des structures existantes, soit en créant de nouvelles entreprises ;
- ou de s'expatrier dans un pays européen avec une qualification qui soit d'un meilleur niveau que celui d'une main-d'œuvre sous-qualifiée.

C'est sur ce créneau que doit se positionner toute réforme éducative. L'Allemagne a fait savoir qu'elle aura besoin de centaines de milliers de travailleurs étrangers disposant de bonnes qualifications professionnelles. Il en sera de même d'autres pays européens confrontés au vieillissement de leurs populations et à la baisse de leur natalité. De toute façon, *l'émigration des jeunes du Kosovo aura lieu*. Si ces jeunes arrivent sans qualification, ils seront une main d'œuvre facile pour tout réseau d'économie parallèle ou criminelle ou donneront naissance à une seconde génération pleine de frustrations. Il convient de *préparer et organiser cette émigration* pour qu'elle soit bénéfique à la fois pour le Kosovo et pour les pays d'accueil et que les choses soient claires et acceptées de part et d'autre. Alors l'émigration vers l'Europe de jeunes Kosovars qualifiés, leurs allers et retours entre le pays d'accueil et le Kosovo, le maintien de leurs liens avec leurs familles restées au pays, seront des facteurs d'intégration européenne, comme cela fut le cas pour le Portugal. Il faut former des travailleurs avec ce double objectif :

⁶ Témoignage de l'arrêt sur image des années communistes, l'entrée à la faculté de médecine comporte toujours (et comportera encore dans la réforme en cours) une épreuve obligatoire de latin. Oh temps suspends ton vol !

- Pour certains d'entre eux : s'intégrer dans les administrations et entreprises locales, ou dans des entreprises étrangères attirées par la qualification de la main d'œuvre sur place, ou encore être capables d'en créer de nouvelles en liaison avec l'économie européenne.
- Pour d'autres, être aptes à émigrer en Europe dans les meilleures conditions d'emploi et de salaire, et contribuer par leurs envois de devises comme par leur retour ultérieur au pays, voire aussi par leur implantation à l'étranger, au développement économique et démocratique du Kosovo.

Les pays les plus directement intéressés en Europe par cette perspective sont l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et dans une moindre mesure la France et l'Italie.

Compte tenu des ressources humaines et en équipement, il importe de bien cibler le niveau et la diversité des formations à construire, que ce soit à partir de l'existant ou par création de nouvelles filières. Les deux niveaux à privilégier sont pour le moment et dans l'urgence celui du baccalauréat et celui de la licence professionnelle. Tous deux doivent permettre, à leurs niveaux respectifs, d'exercer un métier sur place ou dans un pays de l'Union Européenne, et *il importe que la mise en place et le développement de ces formations se fassent avec l'aide d'une expertise européenne diversifiée mais permanente, se développant sur le terrain des relations tissées après l'identification des meilleurs partenaires.*

Lorsque l'incertitude est grande et la situation complexe, la tentation est forte de se réfugier dans des stratégies de court terme. On développe alors des réponses simples fournies par la pensée opératoire de consultants qui proposent les meilleures solutions après quelques petites semaines sur place, quand ce n'est pas trois ou quatre jours. Or seule la coopération internationale universitaire et éducative, qui est aussi une coopération d'universitaires et d'éducateurs, est à même de se situer dans cette nécessité d'une stratégie sur le moyen et le long terme, stratégie de l'efficacité, de la confiance réciproque et de la patience.

Une telle stratégie suppose de travailler sur deux composantes :

- i) Fonder *un cadre d'ensemble* permettant au système éducatif de fonctionner au plus urgent, et d'évoluer sans que ce cadre devienne ensuite un obstacle incontournable. Par exemple le 3,5,8 et l'ECTS dans le supérieur, ou la formation des maîtres dans le scolaire, menée par l'Agence canadienne de développement international (CIDA).
- ii) Créer *des pôles de référence* avec des partenaires fiables, compétents et motivés, bien identifiés et qui en seront les principaux responsables. Ces pôles, intégrés dans des coopérations européennes jouant le rôle d'expertise et d'évaluation permanentes, seront les cristaux autour desquels le système accomplira sa mutation. Par exemple, l'Ecole de l'Europe pour l'enseignement secondaire, ou la construction de licences professionnelles dans le supérieur.

I-E} 1) Réforme des études scolaires du "8+4" au "5+4+3"

Actuellement le système scolaire est :

- Entrée à 7 ans pour 8 années d'enseignement primaire obligatoire (7-15 ans) après une possible année en "préélémentaire"
- Sélection pour continuer
- 4 années de lycée général, technique ou professionnel (15-19 ans)

La proposition de réforme place l'entrée dans le système scolaire un an plus tôt et allonge d'un an l'enseignement obligatoire :

- Entrée à 6 ans pour 5 années de premier cycle d'enseignement primaire obligatoire (6-11 ans) après une possible année en "préélémentaire".
- Entrée à 11 ans pour 4 années de second cycle d'enseignement primaire obligatoire (11-15 ans) dont : 3 ans d'enseignement général + 1 an permettant une orientation.
- Sélection pour continuer.
- 3 années de lycée permettant de poursuivre à l'université après concours spécialisé d'entrée, ou de s'orienter vers un métier (16-19 ans)

La formation des maîtres du système scolaire est confiée en qualité de "lead agency" à l'agence canadienne CIDA (Canadian International Development Agency) qui travaille en collaboration avec l'Université de Calgary. Le CIDA s'occupe de l'implantation d'une faculté de l'éducation à l'université, dont les tâches seront de former les enseignants et administrateurs de l'éducation. La CIDA établit aussi les standards d'habilitation des enseignants et a déjà réalisé un recyclage de 550 enseignants non qualifiés dans 7 villes. Cet été le CIDA a organisé un stage d'apprentissage de la langue anglaise pour 270 responsables de l'éducation à différents niveaux, ainsi qu'une formation à la gestion d'établissements pour 160 directeurs et administrateurs dans 3 villes.

Le GTZ est "lead agency" pour la formation professionnelle dans les lycées techniques. Sept lycées ont déjà été remarquablement remis en état et leurs salles de travaux pratiques sont presque complètement équipées de matériel neuf aux meilleurs standards.

2) Enseignement préélémentaire

Dans le nouveau projet l'année d'enseignement préélémentaire se fera pour des enfants âgés de 5 ans et nécessitera une formation adaptée des maîtres, d'autant plus que l'apprentissage d'une langue étrangère à cet âge y est envisagée. Cela est en discussion sous la coordination de l'UNICEF. Le CIEP (Centre international d'études pédagogiques) français pourrait être "lead agency", c'est-à-dire l'ensemblier coordonnant l'opération. Les experts français étant fournis par les IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres). Mais, si la décision est prise de le faire, il faut faire vite en proposant un financement et une première stratégie.

II] Les programmes scolaires français.

II-A] L'enseignement scolaire de la langue française

Dés le début de ce séjour, nous nous sommes attelés, en accord et en collaboration avec le Bureau de liaison français (BLF) de Prishtina, à la perspective d'obtenir la signature d'un accord sur le programme de renforcement de l'enseignement du français dans les écoles et lycées d'une part, et d'autre part sur le démarrage en septembre 2001 du projet franco-allemand "Ecole de l'Europe" dans les trois institutions scolaires suivantes voisines l'une de l'autre :

- Ecole primaire "Elena Gjica"
- Ecole primaire "Naim Frasheri"
- Lycée général "Sami Frasheri".

Cette signature fut effective le 29 mai, A cette occasion, une réception fut offerte par M. Bernard Garancher, chef du BLF.

Le texte de la convention figure en annexe. Elle est conclue pour trois ans renouvelables, avec évaluation annuelle et remise de trois rapports par an. Ses points principaux sont :

- L'accord sur la nécessité d'introduire et renforcer dans les écoles, en plus de l'anglais, l'enseignement d'autres langues européennes, dont le français ;
- La désignation d'un premier réseau de dix lycées à français seconde langue vivante renforcée ;
- La désignation de cinq centres pédagogiques pour l'enseignement du français, et de cinq conseillers pédagogiques pour coordonner l'enseignement et la formation des professeurs de français ;
- L'accord pour le lancement du projet franco-allemand d'Ecole de l'Europe

Remarque : la France est actuellement le seul pays à introduire une stratégie à long terme de renforcement de l'enseignement de sa langue. L'enseignement de la langue anglaise est généralisée mais manque encore de bons professeurs, et il est vraisemblable que, devant la demande, la langue allemande sera de plus en plus enseignée. Il est probable que l'italien suivra et sans doute ensuite l'espagnol. Quant aux langues slaves, serbo-croate, russe, on peut penser qu'elles seront largement ignorées des futures générations albanophones.

II-B] L'Ecole de l'Europe

Voir en annexe le rapport de M. Jo Meckler, coordonnateur du projet.

En accord avec la MLF et le BLF, notre effort a porté sur les conditions de démarrage du projet "Ecole de l'Europe", particulièrement suivie par M. Cristopher Conrad, responsable DES pour Prisztina et Mlle Hatidje Murseli en liaison directe avec la MLF et maintenant intégrée à plein temps dans le DES. Les rencontres avec les directeurs des établissements et avec les parents d'élèves montraient clairement que, pour plus de 80% des familles intéressées, la préférence allait à l'apprentissage de la langue allemande. Beaucoup de ces

familles ont des relations en Allemagne, en Autriche ou en Suisse et la langue allemande apparaît comme devant faciliter une émigration ultérieure pour travailler mais aussi pour étudier puisqu'un "cousin" émigré pourra accueillir l'étudiant.

La représentation allemande semblait rester au début pour le moins "distante" sur ce projet, jusqu'à l'arrivée en juin 2001 d'une nouvelle adjointe, Ms Anja Luther qui affirma son désir de le voir démarrer dans les meilleures conditions. Il fut décidé d'adopter une démarche prudente pour la première année et de s'en tenir au meilleur enseignement possible de la langue allemande et de la langue française dans les premières classes des établissements. Ceci doit permettre de préparer la future mise en place d'enseignements bilingues dans diverses disciplines. La décision est donc, plutôt que de fixer a priori un calendrier immuable, d'attendre l'analyse des premiers résultats incluant la formation des enseignants, avant de passer à l'étape suivante, celle des enseignements bilingues.

Dés la rentrée de septembre 2001 l'Allemagne apportera 40 séances hebdomadaires supplémentaires d'enseignement de la langue allemande sur l'ensemble du Kosovo, dont six dans les deux établissements primaires de l'Ecole de l'Europe. Le tout sera coordonné par un couple d'enseignants allemands résidant sur place. Il existe une très forte demande d'apprentissage de l'allemand dans tous les établissements que nous avons visités. Aux dires de plusieurs directeurs d'établissements, ni l'Allemagne ni l'Autriche n'ont encore apporté les moyens à la hauteur de cette demande.

Il restera à définir pour l'Ecole de l'Europe un véritable projet franco-allemand, voire, si d'autres pays nous rejoignent, un projet véritablement européen, au lieu de la coexistence d'un projet français et d'un projet allemand. Des contacts pour cela ont été pris avec deux représentants de l'OFAGE, Office franco-allemand de la jeunesse, présents à Prishtina. Une rencontre pourrait se tenir à Paris en septembre pour étudier leur participation à l'europanisation de cette entreprise, notamment par le biais d'échanges avec des établissements français et allemands déjà jumelés entre eux, l'animation de sessions culturelles franco-allemandes, etc ...

Des rencontres ont aussi eu lieu à leur demande ou par hasard avec des représentants suisses (Canton de Genève et Bureau de liaison suisse à Prishtina) et espagnols/catalans, et nous espérons qu'ils contribueront à bâtir une véritable dimension européenne qui veut être l'originalité de l'Ecole de l'Europe et sa contribution à la formation de jeunes Kosovars dépassant les clivages entre les diverses communautés. Le succès de cette opération "Ecole de l'Europe" se mesurera dans quelques années suivant les critères suivants :

- Le développement effectif d'un enseignement européen et d'une conscience européenne pour les élèves en ayant directement bénéficié.
- La bonne possession d'au moins deux langues étrangères européennes.
- Son extension à au moins une forte proportion des classes des trois établissements impliqués et si possible à d'autres établissements du Kosovo.
- L'implication d'autres pays européens que la France et l'Allemagne.

II-C] Les appariements d'établissements.

Le budget de la DRIC pour l'éducation au Kosovo vise surtout à initialiser des appariements entre établissements scolaires. La stratégie est de mettre en relation deux établissements, un français et un kosovar, en accord avec la MINUK et le BLF. Les premiers échanges se font par internet entre élèves et professeurs. Des livres et du matériel léger peuvent être envoyés via la KFOR. Dans un premier temps, l'enseignement du français n'est pas nécessairement la priorité dans la mesure où le français n'est pas toujours enseigné dans l'établissement partenaire et où l'échange en anglais peut faire partie de l'apprentissage de cette langue pour les élèves français. Puis le financement des seuls voyages pour des échanges de professeurs sont proposés et ensuite des financements régionaux sont recherchés.

Dans ce cadre et sans en évoquer d'autres qui existent déjà ou se mettent aussi en place (lycée de Vushtrri, lycée agricole de Prishtina, ...), deux appariements sont déjà effectifs :

- entre le lycée "*Sami Frasheri*" de Prishtina (composante de l'Ecole de l'Europe) et le lycée "Maine de Biran" de Bergerac, au stade des échanges de courrier électronique ;
- entre l'Ecole "*Meto Bajraktari*" de Mitrovica et le collège sous contrat "Saint-Laurent" de Blain en Loire-Atlantique, au stade plus avancé des prochains échanges d'enseignants.

D'autres appariements pourraient de mettre en place :

- Comme suite à une proposition reçue de Dordogne, nous avons visité à Prizren le *Lycée technique de Mécanique "Gani Cavdarbasha"*. Ce lycée technique (comme d'ailleurs 6 autres dont celui de Peja) a reçu un appui fort important du GTZ allemand et d'institutions de Koblenz. Des professeurs allemands sont envoyés sur place et des professeurs kosovars accueillis en formation à Koblenz. Les établissements ont été remis à neuf et les salles de classes et de travaux pratiques sont remarquablement équipées. A Prizren existent des salles modernes pour la mécanique de base, la mécanique fine, la climatisation et l'installation électrique. Il manque la mécanique automobile et c'est précisément la spécialité du lycée polyvalent Claveille de Périgueux avec qui le lycée technique de Prizren a été mis en relation.
- Un autre appariement pourrait se mettre en place entre le *lycée agricole de Prizren* et le lycée agricole et agro-alimentaire La Peyrouse également de Périgueux qui certes ne dépend pas du ministère français de l'éducation mais qui délivre un BTS en collaboration avec l'IUT rattaché à l'Université Montesquieu (Bordeaux IV). Un enseignant de ce lycée français a effectué une mission en juin au Kosovo.

Devenir de ces appariements.

Le Kosovo, avec ses particularités rappelées ci-dessus, peut représenter pour l'Europe une opportunité ou un danger et, à cette croisée des chemins, l'éducation est un enjeu majeur. Or en ce moment ce pays est fermé sur ce qui lui tient lieu de frontières et sur les blessures de son histoire. Dans ces conditions, la réforme de l'éducation dans le sens qui ferait de ce pays une opportunité européenne ne peut se faire que dans le développement de son européanisation : mobilité des jeunes, enseignants ou élèves ; formation des maîtres aux réalités de l'Europe ; apprentissage de plusieurs langues en opérant le virage complet de l'intérêt forcé vers l'Est à l'intérêt voulu et construit vers l'Union Européenne ; et surtout

développement de formations efficaces pour une professionnalisation sur place ou, pour longtemps encore, dans l'émigration européenne ; ces formations se situant au niveau d'un baccalauréat technique ou d'une licence professionnelle.

Les appariements d'établissements se font au niveau des plus jeunes, ils sont, à faible coût, un premier pas vers l'ouverture européenne et apporte, sur le moyen et long terme, une expertise permanente de fait dans la rénovation des méthodes et contenus pédagogiques, comme cela se prouve en France dans les classes européennes et les enseignements bilingues.

De plus, il deviendra d'importance pour le Kosovo de développer en dehors de Prishtina des centres universitaires de formations professionnalisantes. Les actuels lycées et surtout les lycées techniques et/ou professionnels pourront, dans cette perspective, être les lieux qui développeront de telles formations évoluant vers un statut universitaire proche de celui des IUT français, pour délivrer des Bachelors (licences) professionnels, comme cela est déjà le cas avec la "Business high school" de Peja. La mise en appariements de ces établissements avec des lycées de l'Union Européenne développant des formations de type BTS (brevets de techniciens supérieurs) ou licence professionnelle ira dans ce sens.

III] L'Université et la Résolution de Bologne.

III-A] Analyse générale et proposition stratégique

L'autre dimension de cette mission au Kosovo fut de conseiller les facultés dans la mise en place de la réforme des cursus suivant les recommandations de la Résolution de Bologne, récemment confirmée par les rencontres de Salamanque et surtout de Prague⁷.

Disons le sans détour : dans son état actuel, l'Université de Prishtina, sortant des éprouvantes neuf années de semi-clandestinité et d'une année de guerre totale, ne répond pas aux critères de définition d'une université européenne :

- Les enseignements sont figés, extrêmement spécialisés, indépendamment des besoins des étudiants en terme d'emploi. La professionnalisation des études et la formation permanente sont encore absentes des préoccupations de l'université. Le traumatisme des dernières années a considérablement réduit la capacité des enseignants à passer d'une attitude de résistance unanime, à une volonté de reconstruire ensemble une université adaptée aux besoins immenses et encore mal définis de leur pays⁸.
- Les activités de recherche, en tant qu'activités de l'institution universitaire, sont absentes même s'il existe quelques rares enseignants qui publient encore. Il ne semble pas qu'existe une seule véritable équipe de recherche sur toute l'université. Nulle part ne figure l'annonce d'un séminaire de recherche ou même d'exposé de livres ou articles récents. Les bureaux personnels des universitaires sont souvent vides, les bibliothèques de recherche inexistantes, et celles d'enseignement très démunies lorsqu'elles existent. Sauf dans les salles d'ordinateurs, l'université est pratiquement vide après 15 heures.
- Chaque enseignant n'enseigne très souvent que sa spécialité très étroite⁹. Dans ces conditions, si rien n'est fait pour changer cela, les recrutements à venir risquent fort de se faire non pas tant en fonction de la valeur scientifique et pédagogique de l'individu qu'en fonction de la spécialité affichée de la position offerte. On conçoit la possibilité de luttes d'influence dans la définition de cette position avant toute annonce de recrutement.

⁷ Sur ce point, j'ai bénéficié d'une excellente coopération avec d'une part deux "Internationaux" avec qui je partageais un vaste bureau dans le bâtiment du rectorat de l'Université, M. Jens Vang, Danois, "deputy international administrator for the university", et Ms Jeannette Armer, Britannique, qui suit les programmes des Beaux Arts et de la Culture, et d'autre part les responsables kosovars du rectorat : le Recteur Kelmendi, les vice-recteurs Bajrami, Bajraktari, Halimi, et le professeur Kuqi, directeur des relations internationales.

⁸ Selon les mots d'un professeur de Prishtina : "*Nous vivons une période de dépression muette qu'aucun ne veut véritablement reconnaître ; et il nous était sans doute plus facile de résister qu'il ne l'est maintenant de nous projeter dans l'avenir.*"

⁹ Ainsi en mathématique et dès la première année, l'algèbre est enseignée par un algébriste, l'analyse par un analyste, la géométrie par un géomètre et les probabilités et statistiques ne sont pratiquement pas enseignées car il n'y a pas de probabiliste-statisticien, pas plus d'ailleurs que d'informaticien autre qu'autodidacte. Au département de français, les éventuels recrutements devraient encore se faire de façon extrêmement ciblée (langue, ou linguistique, ou syntaxe, ...) et seront sur des domaines pré-établis qui fixeront l'enseignant sur les rails de la spécialité de son recrutement.

- Le service des relations internationales de l'Université n'existe pas au sens où nous l'entendons dans toute université d'Europe, même si un directeur a été nommé. Un étudiant qui chercherait des renseignements sur les mobilités ou pour établir des contacts s'adressera plutôt au bureau du WUS mis en place par l'Autriche qu'à un service propre à l'université. Aucun bulletin interne à l'université n'est publié (fût ce via internet) pour diffuser l'information sur la construction de l'Europe des universités, les programmes communautaires, les bourses possibles, Une mission à l'étranger est toujours vue comme un immense privilège et doit être très officielle. Il est difficile dans ces conditions de mettre en place des missions exploratoires pour établir de premiers contacts.
- Il semble que diverses ONG louent des locaux et salarient des coordinateurs de leurs projets au sein de l'Université, sans une grande transparence des destinations des financements apportés, ni une stricte distinction entre le coordinateur et l'évaluateur régulier du déroulement du projet.
- Il n'y a pas, sauf erreur, d'intervenants extérieurs dans l'enseignement, alors que plusieurs jeunes Kosovars récemment formés à l'étranger et travaillant en dehors de l'université seraient prêts à y enseigner quelques cours, notamment, pour ce que j'ai pu constater, dans les domaines du management, des langues étrangères, ou des télécommunications.

L'Université s'est très sérieusement mise au travail pour réformer ses cursus suivant la déclaration de Bologne. Mais la préoccupation fut uniquement dans le cadre général des études, c'est-à-dire : 3,5,8 (licence, master, thèse) et système européen ECTS de crédits. C'est loin d'être négligeable et, si l'on compare à nos efforts en ce sens en Europe, *le Kosovo sera probablement le pays le plus en avance sur ces deux points* acceptés et mis en place par presque tous les départements de l'université. Il a fallu convaincre que, non, l'Europe ne faisait pas du Kosovo un terrain d'expérimentation d'une réforme universitaire qu'elle risquait ensuite d'abandonner en laissant "en plan" l'Université de Prishtina. Il a fallu expliquer dans plusieurs facultés le système ECTS des crédits, et sa philosophie, l'appui à la mobilité et à la définition de parcours étudiants ouverts et négociés.

Mais surtout, le point essentiel de l'orientation des études vers l'emploi, et ceci dès le premier cycle en trois ans, qui est le fondement même de cette réforme, et que résumait les citations de la résolution de Bologne qui suivent, était largement ignoré.

"encourager la mobilité des citoyens, favoriser leur intégration sur le marché du travail européen, et promouvoir le développement global de notre continent."

"Les crédits pourraient être acquis en dehors du système de l'enseignement supérieur dans la mesure où ceux-ci sont reconnus" (par l'université).

"Promotion de la coopération européenne en matière d'évaluation de la qualité..."

et surtout : *"Les diplômes délivrés au terme du premier cursus (d'une durée minimale de trois ans) correspondront à un niveau de qualification approprié pour l'insertion sur le marché du travail européen. "*

Outre la partie explicative sur la mise en place du 3,5,8 et de l'ECTS, c'est sur ces points de la professionnalisation des études dès le premier cycle, de la valorisation des acquis professionnels et de la coopération européenne comme moyen d'évaluation et d'assurance de la qualité, qu'ont porté, en accord avec le Professeur Michael Daxner et avec l'appui de l'Association Européenne des Universités¹⁰, les efforts de cette mission.

Selon ce que nous avons observé et d'après les conclusions de plusieurs professeurs étrangers intervenant à l'Université de Prishtina, comme aux dires de jeunes universitaires kosovars de retour de séjours à l'étranger, *aucun département de l'Université de Prishtina n'est, dans la situation actuelle de ses ressources humaines ou matérielles, en état de mettre **seul** en place un second cycle (master) aux standards d'une "bonne" université de l'Union Européenne.*

De plus, aucun enseignement n'est véritablement pensé en relation avec les besoins et possibilités professionnels des étudiants. C'est sans doute un résultat de deux composantes :

- la tradition observée dans tous les autres pays issus du système communiste ;
- la conséquence de la fermeture du système d'enseignement scolaire et universitaire parallèle mis en place durant une dizaine d'années par les Kosovars albanophones.

Le Kosovo compte 20,000 étudiants inscrits. Ce nombre doit augmenter dans la mesure où il y a encore peu d'étudiants en troisième ou quatrième années et une infime minorité en préparation doctorale. Mais la majorité sont ce qu'on appelle des "étudiants fantômes" et il n'y a guère plus de 7 ou 8 mille "étudiants étudiant". Soit environ 1 étudiant pour 220 à 240 habitants, quand la France compte 1 étudiant pour 30 habitants. Pour former ses classes moyennes et ses "élites", *le Kosovo devrait avoir au moins 40,000 étudiants réels*. Pour éviter la concentration urbaine et pour que ces étudiants deviennent ensuite les acteurs du développement économique, ils devront être répartis sur plusieurs villes ; Prishtina bien sûr, mais aussi Prizren, Mitrovica, Peja, Ggjilan, ... Ces centres de premier cycle universitaire professionnalisant, dont l'activité principale devrait être de délivrer une bonne licence professionnalisante (ou professional bachelor's studies) pourraient être conçus à partir des lycées existants.

L'Université et ses facultés

L'Université compte 13 facultés. Les années de système parallèle, et sans doute aussi tant la fixation bureaucratique héritée du système communiste que la culture d'appartenance à une communauté, font de ces facultés des entités à forte autonomie et en difficulté de mettre en commun leurs ressources à l'heure de la pluridisciplinarité, de l'évolution des connaissances, de la valorisation des acquis professionnels, de la formation tout au long de la vie.

Les services transversaux devant impulser la transformation et l'innovation, soit n'existent souvent que par le fait qu'un "responsable" a été nommé, soit sont confiés à des ONG (tel le WUS-Austria qui fait d'ailleurs un travail remarquable), soit encore se cristallisent en "Centres" à forte autonomie (Kosovo Law Center, Center for human rights, ...). On a

¹⁰ Voir en annexe la lettre de soutien du Pr. Eric Froment, président de l'AEU.

l'impression que chaque faculté, chaque "centre", quand ce n'est pas chaque département se comporte comme une "enclave" autonome au sein de l'université, le Sénat jouant plus le rôle de lieu feutré d'arbitrage des influences que de forum de création et de coopération entre ces "enclaves". Il y a une grande difficulté à faire fonctionner de façon suivie toute commission transversale et à organiser un véritable travail de groupe, d'autant que le "parapluie" international bienveillant a remplacé l'oppression serbe et qu'une véritable administration de l'université n'est pas encore en place. Il ne s'agit pas ici de mettre en doute la bonne volonté, réelle, des personnes impliquées mais de présenter l'impression ressentie quant à la superstructure qui prévaut et dont beaucoup des collègues kosovars se plaignent tout en y participant eux-mêmes. Ce fonctionnement présente un grand risque, d'autant que la présence internationale ne durera pas et qu'alors les blocages et dérives risquent de prévaloir.

Ici encore la solution est dans le renforcement de la coopération internationale apportant dans un esprit de cordialité et de rigueur, son expertise à partir d'expériences concrètes.

Cours du soir, droits d'inscription et étudiants-fantômes.

Trois causes au moins expliquent que beaucoup d'étudiants inscrits ne suivent pas les cours :

- la possibilité pour les étudiants d'exercer des "petits boulots" ou des activités salariées, plus ou moins liés généralement à la présence internationale ;
- la possibilité, une fois admis à l'université, de se présenter à un examen autant de fois qu'il est nécessaire pour l'obtenir.
- l'absence de tout droit d'inscription à l'université. On paie seulement pour présenter le concours d'entrée.

Fondées sur le principe d'un contrat annuel avec l'étudiant, les propositions suivantes devraient contribuer à la *disparition de ces 60% d'étudiants-fantômes* en favorisant la possibilité d'exercer une activité rémunérée durant les études. Elles distinguent deux types d'étudiants, avec possibilité chaque année, voire chaque semestre, de passer temporairement d'un groupe à l'autre :

- 1) Les *étudiants en cours du jour*, payant des droits d'inscription modiques mais responsabilisants et avec exemption possible sur critères d'excellence et/ou de ressources (environ 50 DM par semestre). Ceux-là suivent les cours usuels avec l'autorisation de passer chaque examen de module un maximum de quatre fois et de réussir le Bachelor en au plus quatre ans et le master en au plus 3 ans.
- 2) Les *étudiants en cours du soir*, payant des droits d'inscription dont le montant permet de payer en heures supplémentaires les cours de leurs enseignants (et uniquement les cours), soit 1 à 2 DM par heure de cours et par étudiant, ou 4 à 600 DM par année académique, payables par module au début de chaque semestre. Pour ces étudiants-ci, les cours auraient lieu en fin d'après-midi et le samedi¹¹ et les programmes en cours du soir profiteraient de l'organisation des curricula en ECTS. Le Bachelor devrait être obtenu en au plus 6 ans et le master en au plus 4 ans.

¹¹ La plupart des activités professionnelles au Kosovo, y compris à l'Université, cessent après 15h.. Il y a là une opportunité pour la formation permanente. Seul problème, mais surmontable : les pannes d'électricité.

Proposition stratégique pour l'Université de Prishtina

Voici la stratégie de réforme que l'Université devrait mettre en place dès que le cadre général de la Résolution de Bologne sera effectif, à savoir le "3,5,8" et l'ECTS :

- 1) Introduire *la professionnalisation des études dès le premier cycle* avec, pour les meilleurs, des modules optionnels ou supplémentaires en 2^{ème} et 3^{ème} année permettant la poursuite vers un master. Cette évolution pourra se faire par le projet "professional bachelor's studies" permettant l'introduction de nouveaux modules ou la rénovation des modules existants dans le cadre de coopérations internationales adaptées à chaque faculté concernée. Ces formations doivent ouvrir sur l'emploi au Kosovo ou à l'étranger pour au moins 80% des étudiants.
- 2) Dans un cadre de coopération internationale, introduire des *modules de formation permanente* en fin d'après-midi ou le samedi. La formation des formateurs, pourrait faire l'objet d'un projet européen avant d'arriver à l'auto-financement. Par la suite des Bachelors complets, puis des mastères, pourraient être suivis en formation continue, intégrant la *valorisation des acquis professionnels* et la *formation en alternance*. Ceci devrait assurer la disparition des "étudiants-fantômes"¹².
- 3) Mettre en place avec des directions internationales des formations de 2^{ème} cycle pour 20% des étudiants, conduisant à des *masters spécialisés, bénéficiant chacun du "label" d'un mini-réseau d'au moins deux universités européennes*. Dans un premier temps, au mois le tiers des cours seraient réalisés par des professeurs étrangers et tous les enseignants seraient choisis et formés par le consortium européen. Le but à moyen terme serait la délocalisation à Prishtina de masters délivrés dans l'Union Européenne.
- 4) Favoriser pour les meilleurs étudiants la préparation d'un *master dans une université européenne*, lorsque celui-ci n'existe pas à Prishtina, avec engagement écrit de l'étudiant boursier d'enseigner ensuite au moins 50 heures dans l'année au Kosovo.
- 5) Développer la procédure des cotutelles de thèses pour former les universitaires.
- 6) Préparer l'implantation de centres universitaires dans quelques villes de province pour délivrer des "bachelors" professionnels liés au développement local. Ceci pourrait se faire en prolongeant les "high schools" existantes, comme c'est le cas à Peja.
- 7) Une économie ne fonctionne pas qu'avec des dirigeants d'entreprises. Il faut donner la *priorité à la formation de techniciens supérieurs et de cadres intermédiaires* et développer par des stages pratiques et des formations à la gestion et à la communication *l'esprit d'initiative et de créativité*, autant que le *multilinguisme*.

Tout cela doit se faire dans un large contexte de coopérations et d'ouvertures internationales, seul moyen d'identifier les meilleurs partenaires, avec priorité aux plus jeunes, et en se plaçant sur un horizon d'une dizaine d'années pour la mesure de la transformation effective. La coordination pourrait être le fait de l'Association Européenne des Universités.

¹² Limitation des candidatures à tout examen. Contrôle d'assiduité. Possibilité de cours du soir et du samedi pour des études par accumulation de crédits et étalées dans le temps. Paiement de droits d'inscription assurant l'autofinancement, permettant ainsi un complément de rémunération pour les jeunes enseignants

III-B] Trois opérations : missions, professionnalisation, recherche.

C'est dans ce contexte que trois opérations ont été lancées durant cette mission :

- 1) *Les missions internationales depuis ou vers Prishtina.*
- 2) *Le projet de professionnalisation des études de premier cycle*
- 3) *Le projet de relance d'activités de recherche.*

III-B-1] Missions internationales

Les rapports des missions déjà réalisées sont en annexe.

Pour établir les premières bases de coopération internationale dans le cadre de cette professionnalisation des études de premier cycle universitaire, sept missions ont pu être organisées lors de mon séjour. Les financements ont été apportés par l'Association Européenne des Universités avec qui je suis resté en relation permanente, l'Université de Prishtina sur demande de M. Daxner, et les Universités d'accueil. Il fallait faire vite, vu la durée de ma mission et la période de fin d'année universitaire, pour prendre date et établir les premiers contacts internationaux :

- En *mathématiques et informatique* : séjour de douze jours en France du jeune professeur Faton Berisha: Universités Pierre et Marie Curie (Paris 6), Paris-Sud (Orsay), La Rochelle et l'Ecole Polytechnique
- En *architecture et urbanisme* : mission de M. Ilir Murseli, enseignant dans ce département, à l'Ecole d'architecture de Nancy (F), à l'Université de Lugano (CH) et au Politecnico de Milan (I).
- En *philosophie*: mission de quinze jours en septembre à l'Université Charles de Gaulle de Lille (F) du professeur Kadri Metaj, chef du département de philosophie.
- En *Sciences pour l'Ingénieur* : 2 missions simultanées à Prishtina
 - du Pr. Oettel de l'Université de Freiberg (D) pour la faculté de *Mécanique*,
 - du Pr. Dagues de l'Institut national polytechnique de Toulouse (F) pour la faculté d'*Electrotechnique*,
- Plus deux missions fin septembre de Prishtina à Toulouse du Doyen Ilir Limani et du vice-doyen Edmond Beqiri de la faculté d'électrotechnique. Le Pr. Beqiri est aussi vice-directeur de la "*business high school*", formation professionnalisante en trois ans qui doit démarrer en septembre à Peja.
- A ces missions il convient d'ajouter celle de M. Christopher Lucken, organisée indépendamment par l'Université Paris 8 pour les curricula du *département de français*.
- Indépendamment de cette mission, l'Université de Prishtina a reçu plusieurs intervenants étrangers dans les domaines des sciences humaines, du droit, et de l'économie et gestion.

III-B-2] *Projet "Profesional bachelor's studies".*¹³

Ce projet, qui figure en annexe, a été présenté pour introduire dans les diverses formations universitaires des modules de 24 heures de cours orientant les enseignements dans le sens de la professionnalisation et de l'expertise internationale. Un réseau de quelques universités étrangères est constitué pour soutenir la modernisation d'une formation à Prishtina.

- Durant deux ou trois semaines les enseignants de Prishtina réalisent une douzaine d'heures de cours sur les prérequis établis par le professeur étranger qui interviendra ensuite. Ces prérequis peuvent être enseignés à partir d'un livre préalablement envoyé.
- Puis, durant une semaine, le professeur étranger enseigne une douzaine d'heures. Ce cours est suivi par les étudiants et l'équipe kosovare qui reprendra ce cours désormais. Des livres sont laissés sur place.
- Enfin, durant deux ou trois semaines, les étudiants kosovars "digèrent" ce cours et passent un examen de contrôle dont la note est intégrée dans leur cursus.
- L'année suivante le module est enseigné par l'équipe kosovare.

Chaque fin d'année, le réseau international envoie un examinateur externe pour les examens. Au cours de son séjour, il fait le bilan de la réforme des curricula et met en place les missions pour l'année à venir.

Une priorité sera donnée aux modules introduisant la problématique de la professionnalisation dans les études du premier cycle, quelque soit le domaine.

Si ce projet est accepté, le "KCB", budget consolidé du Kosovo fournira 250,000 DM par an, soit le financement *chaque année d'au moins 50 missions d'enseignement de professeurs étrangers* venant implanter de nouveaux modules pour restructurer les curricula et les orienter progressivement dans le sens de la professionnalisation de l'ensemble du cursus.

Une seconde composante de ce projet doit trouver ses donateurs : formations à l'étranger de jeunes formateurs kosovars. Si leur formation est bonne et adaptée à une professionnalisation, il est presque certain que, rentrant au Kosovo, ils y travailleront ailleurs qu'à l'Université. Il faut donc prévoir, comme c'est le cas à l'Ouest, des *interventions de non-universitaires* ayant les capacités requises pour des enseignements universitaires apportant ainsi leur propre expérience professionnelle et leur "porte d'entrée" pour des stages professionnels d'étudiants. De telles interventions, même limitées à 20 ou 30 heures d'enseignement dans l'année, ne peuvent qu'être bénéfiques pour toute l'université. Elles faciliteront la nécessaire synergie entre l'université et son environnement socio-économique.

¹³ Ce projet d'implantation de nouveaux modules dans un cadre de coopération internationale s'inspire de la stratégie réussie des "modules d'enseignement francophone" (mef) implantés avec l'aide de l'Ambassade de France au niveau des DEA dans l'enseignement supérieur roumain depuis 1992. Au nombre maintenant de plus de 75, les "mef" ont largement contribué à la restructuration des programmes universitaires, à la professionnalisation de certaines formations, à la délocalisation en Roumanie de diplômés étrangers et à l'implantation de véritables filières d'excellence.

III-B-3] *Projet "Relance des activités de recherche"*¹⁴

Le texte du projet figure en annexe.

Buts du projet : Préparer la formation à la recherche de jeunes étudiants, doctorants et post-docs ; mettre en place les conditions d'une pratique de travail en commun ; intégrer cette formation dans un réseau international.

Public cible : Jeunes étudiants ayant au moins 3 années d'études universitaires accomplies avec succès, doctorants, post-docs, jeunes enseignants..

Domaines : Tous les domaines sont a priori éligibles, mais la plus grande pluridisciplinarité compatible avec le projet sera envisagée. Les 4 groupes suivants peuvent déjà être définis et de premiers volontaires sont déjà identifiés :

- Sciences humaines (philosophie, lettres, psychologie, sociologie, histoire, sciences politiques, ...).
- Sciences juridiques.
- Environnement, architecture et urbanisme.
- Sciences de l'information.

Contacts internationaux : Chaque groupe est en contact avec des départements étrangers qui fournissent les livres et articles pour les séminaires, et si possible envoient des intervenants. Une interaction avec le projet précédent est souhaitable pour profiter de la présence à Prishtina de chercheurs étrangers.

Activités : Chaque groupe se réunit une fois par semaine pour un séminaire de 3 heures. La date est choisie pour rassembler tous les membres du groupe. Les séminaires se font sur un thème choisi en commun et sur lequel des exposés sont distribués aux membres du groupe, ainsi que les livres et articles nécessaires. Deux ou trois fois dans l'année le séminaire se déroule durant plusieurs jours en une mini-école, élargie à d'autres participants, si possible en dehors de Pristina en un lieu convivial où les participants sont nécessairement ensemble durant toute la journée. Des intervenants étrangers y sont invités et donnent leurs avis sur l'évolution du groupe. Une publication est éditée par chaque groupe sous forme polycopiée, contenant les interventions les plus intéressantes. Le dernier séminaire de l'année académique est une école d'été dont le thème peut être celui des séminaires de l'année passée.

Financement : Le financement n'est pas exorbitant et doit couvrir par ordre de priorité :

- L'achat de livres et revues nécessaires comme matière des exposés.
- La venue d'intervenants étrangers pour l'animation de sessions élargies.
- l'organisation de sessions en des lieux conviviaux en dehors de Pristina.

¹⁴ Ce projet est inspiré de l'expérience roumaine de l'ARCHES (association des chercheurs roumains francophones en sciences humaines). En 1995 était fondé un "séminaire pluridisciplinaire de sciences humaines" avec une vingtaine de jeunes Roumains ayant étudié en France et préparant des thèses en cotutelle. Ils se réunissaient un jour par mois plus trois jours chaque trimestre pour préparer une école internationale d'été. Ce séminaire a donné naissance à l'ARCHES dont les membres (une cinquantaine maintenant) occupent de plus en plus des positions clefs dans les universités et dans la vie intellectuelle en Roumanie. Il y a bien sûr d'autres sources (Ecole des Houches en physique, Groupe Bourbaki en mathématiques, Oberwolfach, Wissenschaftzentrum zu Berlin, ...)

III-C] Les études scientifiques et technologiques

Les études scientifiques sont rattachées à la faculté de mathématiques et de sciences naturelles, mais les étudiants choisissent leurs spécialités strictes comme sujet de leur concours d'entrée à l'université.

Les Sciences pour l'ingénieur (SPI), au sens où nous l'entendons en Europe, sont réparties sur trois facultés :

- La faculté d'Electrotechnique : électronique, génie électrique, télécommunications, automatique.
- La faculté de Génie civil
- La faculté de Mécanique.

A quoi s'ajoutent les études de chimie qui se déroulent à la Faculté de mathématiques et des sciences naturelles.

Chaque professeur est rattaché à la seule faculté dans laquelle il enseigne et on assiste à cette étrangeté d'une surcharge d'étudiants en mathématiques pour un professeur d'une faculté de SPI et à des cours du département de mathématiques avec 2 ou 3 étudiants par professeur. Le système des vases communicants reste inconnu pour l'utilisation des ressources humaines.

La nécessité voudrait que ces divers départements et facultés coopèrent, réalisent des économies d'échelles, définissent ensemble le cadre commun des études et les besoins en équipement des laboratoires, mettent en place des modules communs et des crédits transférables, adaptent leurs programmes en fonction des besoins des étudiants, bref, qu'ensemble ils étudient leurs convergences et leurs complémentarité. Au lieu de cela, je n'ai jamais pu élaborer une possibilité pour ces départements de définir une stratégie commune, ne serait-ce que pour l'accueil de missions étrangères se déroulant en même temps.

Il est nécessaire que ces quatre facultés n'en forment qu'une seule, une Faculté des Sciences et Technologies, avec plusieurs départements.

Une telle Faculté des Sciences et Technologies pourrait :

- coordonner la réforme des curricula selon un cadre commun à tous les départements ;
- mettre en place la sélection à l'entrée de l'université de façon à permettre pour chaque étudiant le choix possible de sa spécialité en fonction de ses affinités ;
- organiser au mieux la gestion des ressources humaines en enseignement ;
- définir les enseignements à mettre en place pour "*favoriser l'intégration des étudiants sur le marché du travail européen*" (Bologne) notamment les cours de gestion, comptabilité, droit du travail et/ou de l'environnement, communication, ...
- mettre en place une politique de valorisation des acquis professionnels et de reconnaissance des formations acquise à l'étranger,
- définir une stratégie de formation permanente.

Il est inutile d'insister sur la place centrale qu'occupent ces quatre facultés dans le **développement de l'emploi** de leurs étudiants que ce soit au Kosovo ou en Europe.

Dans le domaine des Sciences et Techniques, nous avons travaillé à l'établissement de cursus rénovés au niveau de la licence (Bachelor of Science) dans cinq domaines :

- Biologie, Chimie pour l'environnement
- Mathématiques appliquées et informatique.
- Mécanique.
- Electronique et télécommunications
- Architecture et urbanisme.

Une rencontre avec la *faculté de Génie civil* a permis de transmettre plusieurs programmes d'IUT, licences professionnelles et études d'ingénieurs réalisés en Europe dans ce domaine. Cette faculté bénéficiera d'une importante aide de l'Agence de Reconstruction Européenne surtout dans le domaine de la formation à la construction et à la maintenance des voies de transport.. Faute de temps en cette fin d'année académique, nous n'avons pas pu organiser, de contacts universitaires internationaux avec cette faculté, malgré une bonne volonté manifestée par l'IUT de Saint-Nazaire.

Les résultats en sont :

- Projet de licence professionnelle en environnement à la faculté des sciences, fondé sur un projet TEMPUS-2001 en coopération avec Paris et Amsterdam.
- Projet de licence en informatique par le département de mathématiques, épaulé par l'Université de La Rochelle. Une quarantaine de livres mathématiques fournis par Paris 6, Orsay et l'Ecole Polytechnique ont été envoyés et reçus à Prishtina.
- Coopération en électrotechnique avec Toulouse, Bucarest et (sous réserve) Barcelone.
- Licence finalisée en Mécanique avec l'Université de Freiberg.
- En architecture : projet de coopération avec Milan, Nancy, Lugano et la conférence européenne des directeurs d'écoles d'architecture, et schéma général "suivant Bologne" pour la réforme des curricula.

III-C-1] Biologie, Santé, Environnement.

Projet TEMPUS ENVIROKOS déposé en février 2001, pour l'implantation à la Faculté des Sciences de l'Université de Pristina d'une formation professionnalisante en trois ans en environnement, formation effectuée éventuellement en alternance, incluant la valorisation des acquis professionnels. Le coordonnateur à Prishtina est M. Fetah Podvorica, docteur en électrochimie de Paris 7 (juillet 2000).

Partenaires occidentaux :

- 1) Le département de formation en alternance "Biologie-Santé-Environnement" de l'Université Paris VI
- 2) L'Université "VRIJE" d'Amsterdam, / EPCEM European Postgraduate Course in Environmental Management.
- 3) La Chambre de commerce et industrie de Versailles / Centre de formation en alternance.

La situation de l'Université de Pristina et le temps imparti ont conduit à procéder en deux phases :

- 1) Définir ENVIRO-KOS pour une seule année académique permettant de définir les besoins en formation, et commencer le recyclage des formateurs. Ce recyclage se fera de façon très pratique :
 - * en les intégrant dans des stages existants dans de telles formations à l'Ouest
 - * en réalisant sur place et "en situation" des sessions de formations pratiques, auxquelles seront associés quelques étudiants occidentaux en fin de cursus ou professionnalisés.
 - * en faisant bénéficier de ces sessions un "groupe-test" d'une dizaine d'étudiants kosovars
- 2) Présenter à partir de ces relations nouées et des expertises réalisées, un second projet TEMPUS de mise en place effective de la formation. Mais en faisant en sorte que la formation acquise dans la première phase soit de toute façon utile, et permette de démarrer la formation des étudiants, quelque soit l'issue de cette stratégie en deux temps.

Résultats attendus :

- 1) Définir une formation en environnement adapté aux besoins et possibilités au Kosovo, cursus intégrant les systèmes européens de transfert de crédits (ECTS) et du 3,5,8.
- 2) Un élargissement du consortium des partenaires, notamment en direction des entreprises et administrations, permettant de définir la formation en alternance.
- 3) La consolidation d'une équipe enseignante aux méthodes pédagogiques modernisées et en relation avec un réseau international de collègues.
- 4) La définition précise d'un second projet TEMPUS en 2002 pour appuyer la mise en place effective de cette formation.
- 5) Et bien sûr, à plus long terme, contribuer à la solution des problèmes drastiques de l'environnement au Kosovo.

III-C-2] Mathématiques et Informatique.

Le département de mathématiques compte 22 enseignants dont seulement la moitié sont docteurs. Les spécialités sont principalement en mathématiques pures. Il n'y a pratiquement aucune activité de recherche si l'on excepte quelques travaux individuels de jeunes enseignants. L'activité d'enseignement est réelle et sérieuse, mais nécessite comme ailleurs une réorientation en direction des mathématiques appliquées et de l'informatique et une modernisation dans le domaine des mathématiques pures.

L'informatique n'est pas enseignée en tant que spécialité, alors que c'est très certainement LE secteur le plus à même de fournir des emplois soit sur place soit à l'étranger. . Il y a au Kosovo un seul docteur en informatique (à la faculté d'électrotechnique) et quelques bons autodidactes jeunes et motivés au département de mathématiques. De jeunes enseignants bénévoles et motivés ont lancé les formations à distance aux réseaux de "SISCO Academy". Plusieurs dizaines d'étudiants ont suivi avec succès ces formations d'un semestre.

Nous avons monté en février 2001 avec le département d'analyse numérique de l'Université Pierre et Marie Curie (Professeur Philippe Ciarlet, de l'Académie des sciences) et l'Institut Renyi de l'Académie hongroise, un DEA de mathématiques, à la Central European University de Budapest (Fondation Soros) qui devrait conduire à des thèses en cotutelle dans un réseau européen. Y envoyer chaque année un ou deux étudiants kosovars serait un apport considérable pour l'évolution nécessaire de l'enseignement des mathématiques au Kosovo. Cela permettrait d'introduire sérieusement des enseignements et de la recherche en mathématiques appliquées, et donc, dans cette université, de "désenclaver" les mathématiques en leur donnant la possibilité d'interagir avec d'autres départements.

Le CIMPA-UNESCO (Centre international de mathématiques pures et appliquées) financera l'envoi de deux missions d'enseignement d'une semaine chaque année à Prishtina.

La mission en France du Pr. Faton Berisha (voir ci-dessus) a préparé des contacts avec les universités de La Rochelle et Paris-Sud et pour l'enseignement de l'informatique. ***Un accord pourrait être conclu rapidement pour que La Rochelle coordonne l'implantation à Prishtina d'une licence professionnelle en informatique.*** Le thème "Analyse informatique et statistique des données" pourrait être retenu. Au moins un autre partenaire européen non français est recherché.

Quelques jeunes mathématiciens pourraient participer au groupe "Relance des activités de recherche" en Sciences de l'information.

III-C-3] Faculté de Génie mécanique

La faculté de Mécanique est en relation avec l'Université de Freiberg par l'accueil de professeurs allemands et l'envoi de professeurs kosovars. La venue du Pr. Oettel de Freiberg a permis de finaliser le curriculum de premier cycle de cette faculté. En réalisant la simultanéité des missions de Freiberg (pour la mécanique) et de Toulouse (Pour l'électrotechnique), j'avais espéré faciliter la mise en commun des ressources de ces deux facultés. Il n'en fut rien et ces deux facultés dont les bureaux des doyens sont distants de 5 ou 6 mètres, restent deux entités parfaitement distinctes. C'est regrettable alors qu'il faut une réforme d'ensemble, vigoureuse et volontariste, particulièrement pour les études technologiques porteuses d'emploi.

III-C-4] Faculté de Génie électrique

Rapport du Pr. Bruno Dagues de l'Institut national polytechnique de Toulouse en annexe.

Cette faculté compte 280 étudiants en première année, 120 en 2^{ème}, 30 en 3^{ème} et 15 en 4^{ème}. Elle restructure ses curricula pour s'adapter à la Résolution de Bologne et souhaite mettre en place ses relations internationales. L'INPT sollicité a donné son accord pour offrir son expertise et envisager une collaboration. Un expert de l'ENSEEIH est donc venu fin juin. Par la suite j'ai pu rencontrer à Toulouse le président Roland Morancho de l'INPT, nommé récemment en succession du Pr. Alain Coste, directeur de la Technologie au ministère.

Un groupe dynamique de jeunes docteurs formés à l'étranger, Edmond Beqiri (Informatique à Zagreb), Etrur Rrustemaj (Electronique et télécom. à Londres), Besim Ilazi (Réseaux informatiques) envisagent de créer un institut de recherche et développement en Sciences de l'information. Ils sont prêts à participer sur ce thème au projet "relance des activités de recherche".

Le doyen Ilir Limani et le vice-doyen Edmond Beqiri seront à Toulouse en septembre pour mettre en place la coopération qui devrait inclure :

L'INPT coordinateur, l'IUT de Génie électrique de Toulouse dont le directeur est aussi président de la Conférence des directeurs d'IUT, l'Université Polytechnique de Bucarest où l'INPT a implanté avec succès une filière francophone de formation d'ingénieurs avec des promotions annuelles d'une centaine d'ingénieurs diplômés de Toulouse¹⁵, et (en pourparler) le Polytechnique de Barcelone qui pourrait envoyer un représentant à la rencontre de septembre à Toulouse.

Les premières actions seraient la réalisation de **deux à quatre modules par an** dans le projet de professionnalisation des "bachelor's studies" présenté ci-dessus donc au niveau du premier cycle de trois ans. Il faudrait aussi introduire, outre les modules strictement scientifiques : management et comptabilité ; communication d'entreprise ; langue française. Un **projet TEMPUS** sera défini pour le prochain appel.

L'idéal serait d'envoyer chaque année : un professeur de Toulouse, un de Barcelone, un de Bucarest, plus une introduction au management et à la communication, et que sur place le département de français introduise l'apprentissage de la langue française. Le soutien à l'animation du **groupe de relance des activités de recherche en "Sciences de l'Information"** pourrait être inclus dans cette coopération.

Si des financements sont disponibles, l'INPT accepterait de réaliser à Toulouse des **sessions intensives de Travaux Pratiques** pour étudiants et/ou enseignants. Ces stages de 3 ou 4 semaines se feraient en anglais et pourraient inclure chaque jour un enseignement du français. La possibilité offerte de compléter un premier cycle à Prishtina par des études d'ingénieurs à Toulouse et par la suite par une thèse en cotutelle devrait être une incitation forte à développer l'apprentissage du français, langue de la technologie.

¹⁵ Cette opération exemplaire, fruit d'un travail de dix ans de Jean-Paul Laval, est une composante importante de la possibilité d'emploi des jeunes ingénieurs Roumains dans leur propre pays, et des facilités offertes aux entreprises investissant en Roumanie, contribuant ainsi à limiter la fuite des cerveaux. L'INPT propose de transférer cette expérience au Kosovo.

III-C-5] Architecture et urbanisme.

Le rapport de M. Ilir Murseli est en annexe.

Les besoins du Kosovo en bons architectes et urbanistes sont énormes. La reconstruction du pays après les destructions de la guerre se sont faites dans l'urgence. Des centres comme Prishtina, Peja, Prizren nécessitent des rénovations à tous niveaux pour être des "villes".

Ce département d'architecture est rattaché à la faculté de Génie civil, mais dans un bâtiment distincts. Plusieurs enseignants sont favorables à une séparation, comme cela existe dans beaucoup d'universités européennes. Il y a un fort besoin de formation, recyclage, ouverture des enseignants dont peu ont toutes les qualifications requises. Des contacts existent déjà avec le Politecnico de Milan et une visite d'étude a été faite début 2001 dans des universités britanniques.

Comme dans la plupart des facultés, le corps enseignant est formé de deux groupes :

- L'un de personnes venant faire leurs cours, mais difficiles sinon impossibles à mobiliser pour toute innovation ou pour toute réunion d'information. Ce sont des gens que l'on rencontre difficilement mais dont les votes sont décisifs pour gêner toute réforme.
- L'autre d'enseignants souvent plus jeunes, dynamiques et entreprenants, même s'ils ont encore une méconnaissance des notions de "projet", de "recherche de financement", quand ce n'est pas plus simplement de l'utilité et de la rédaction du "rapport de mission".

En accord avec le département d'architecture, M. Ilir Murseli, que l'on peut sans conteste rattacher au second groupe, a réalisé une mission dans les écoles d'architecture de Nancy, Lugano et Milan. Cette mission dont le programme fut organisé par lui-même au pas de charge du 11 au 19 juillet (8 jours voyages compris !) était financée par le DES, l'Association Européenne des Universités, et les facultés hôtes. Elle sera suivie en septembre d'une autre mission auprès du congrès des directeurs des écoles européennes d'architecture qui se tiendra en Crète sur le thème de l'application de la résolution de Bologne aux études en architecture.

Les résultats sont positifs : le schéma des cursus et leur programme sont établis (annexe) et des perspectives de collaboration permettant l'implantation de nouveaux modules dans le cadre du projet "Professional Bachelor's studies" sont envisagées avec le réseau des trois universités visitées.

Par la suite il faudra inclure la formation complémentaire des formateurs et une forte collaboration internationale pour les stages pratiques et la sélection des nouveaux enseignants.

L'accréditation du diplôme d'architecte de Prishtina par un réseau d'écoles d'architecture européennes pourrait être fixée comme un objectif sur le long terme, objectif qui fixerait le cadre général de ces collaborations.

Et puis pour revenir aux mathématiques : Qendrim Gashi est un étudiant précoce et très éveillé qui terminait brillamment en juin 2001 à l'âge de 16 ans sa troisième année universitaire de mathématiques, parlant l'albanais et fort bien l'anglais et, paraît-il, le serbo-croate, l'italien et le norvégien (il fut réfugié en Norvège en 1999). Il a assuré entièrement la traduction simultanée de mon cours de Statistique mathématique lors de l'université d'été, cours qu'il a parfaitement assimilé. Sur ce sujet qui lui était jusqu'alors totalement inconnu, Qendrim a obtenu la note A et acquis le premier crédit ECTS de l'Université de Prishtina. Nous lui avons fait parvenir des livres de mathématiques envoyés par Paris 6 et l'Ecole Polytechnique, qu'il étudie et digère de façon étonnante, l'avons secondé dans son apprentissage Assimil du français, mis en relation via internet avec deux professeurs français de l'ENS et de l'X¹⁶, et présenté à une bourse ... autrichienne pour une visite d'un mois en France en octobre 2001. Il pourra présenter l'an prochain le concours "Europe" de l'Ecole de Normale Supérieure et/ou celui de l'X pour étrangers. Il suivra peut-être les pas d'une jeune Kosovare admise récemment en biologie à l'ENS. A suivre

III-D] En médecine et pharmacie

A la demande de quelques professeurs, et bien que la médecine et la pharmacie n'entrent pas dans le schéma de Bologne, des rencontres eurent lieu à plusieurs reprises avec les médecins et pharmaciens. En médecine plusieurs relations ont été établies : avec les Etats Unis qui accueillent plusieurs enseignants, avec l'Allemagne où le Pr. Seitz de Hamburg a des relations bien suivies. Le Pr. Dominique Jolly, de Paris coordonne un projet de l'Agence européenne de reconstruction pour la (re)mise à niveau des spécialistes dans une dizaine de domaines, mais cette action ne se déroule pas directement avec l'université.

Il y a quelques années, un projet TEMPUS avait rassemblé deux universités française et italienne (de Paris et Padoue) pour refaire entièrement les curricula de médecine de l'Université de Tirana. Avec le Pr. Jolly, nous avons proposé de "basculer" cette expérience achevée sur Prishtina. Mais la réponse n'est pas encore parvenue et nous nous sommes contentés de fournir le détail complet des nouveaux curricula à Tirana, issus de ce projet. Un téléchargement complet et son impression sur papier des curricula de la faculté de pharmacie de l'Université Paris-Sud remarquablement bien exposés sur le site web, module par module, jusqu'au moindre détail et avec leur bibliographie a été fourni au département de pharmacologie.

Une autre proposition fut de faire intervenir une ONG enseignant la pratique de la chirurgie abdominale, basée à Montpellier et d'accord pour envoyer des chirurgiens pour à la fois implanter le cours et la pratique et laisser le matériel sur place. Là encore, réponse attendue.

¹⁶ Pr. Martin Andler, ex-directeur du concours de l'ENS, et Dr. Alain Plagne, chercheur à l'X.

III-D] Lettres, Sciences humaines, juridiques et de gestion

Ces domaines sont répartis dans cinq facultés plus un centre pourvu d'un doyen :

- Faculté de philosophie qui regroupe la philosophie, l'histoire, la sociologie, la psychologie, la pédagogie.
- Faculté de droit (à quoi s'ajoute le Kosovo Law Center "KLC" dans un bâtiment séparé de l'Université)
- Centre des droits de l'homme
- Faculté de philologie incluant les départements de d'albanologie, allemand, français, anglais, turc
- Faculté d'économie, incluant la "business high school" de Peja.

Il conviendrait sans doute de regrouper tout cela en deux facultés :

- **Lettres et Sciences humaines**
- **Sciences juridiques et économiques**

avec chacune leurs départements. Cela faciliterait à la fois le décloisonnement et la pluridisciplinarité dans l'introduction de l'ECTS, et l'introduction ultérieure d'autres langues (italien, espagnol, ...) et d'autres formations comme la traduction sur plusieurs langues ou des spécialités en Droit des affaires, Philosophie politique, ...etc.

J'ai animé plusieurs débats pour expliquer les tenants de la Résolution de Bologne et la mise en place de l'ECTS : faculté de philologie, départements de français puis de turc, faculté de philosophie, département de philosophie et rencontré plusieurs fois sur ce sujet la direction de la faculté d'économie et du Kosovo Law Center.

Bien qu'ayant rencontré la plupart des départements, j'ai plus particulièrement travaillé avec ceux de français et de philosophie et avec l'Ecole de commerce de Peja..

L'albanologie

J'ai appris la grande difficulté du département d'Albanologie où les professeurs sont souvent âgés et leur renouvellement difficile. J'ai pu constater à mes dépens la mauvaise possession de leur propre langue par les jeunes Kosovars albanophones : les transparents, traduits en albanais par des étudiants pour mes présentations de projets, étaient, aux dires des auditoires, bourrés de fautes. Tout l'enseignement de la langue albanaise est, semble-t-il, à reprendre dès l'école primaire. Ce département où tous les enseignants rencontrés sont d'excellents francophones, mériterait d'être particulièrement aidé pour que la langue et la littérature albanaise soient véritablement considérées comme partie du patrimoine européen.

III-E-1] Coopération internationale en sciences humaines et sociales :

Plusieurs pays européens interviennent de façon efficace dans ces domaines. Si l'on excepte les relations nouées en 1997 entre le département de français et l'Université Paris 8, et le projet TEMPUS que nous avons monté en février 2001 en environnement, *la France est totalement absente de toute coopération universitaire* à Prishtina. Ceci bien qu'une mission organisée par le MAE en janvier 2000, bientôt suivie d'une invitation en France du Recteur et de doyens, ait soulevé sur place de grands espoirs et malgré l'octroi d'un budget "Cocop" conséquent pour cela. Le Recteur de l'université espère que ces espoirs se concrétiseront et m'a remis un message en ce sens, qui figure en annexe.

En Sciences économiques et de gestion, la faculté d'économie développe d'intéressantes coopérations avec les mondes britannique et scandinave, particulièrement avec la jeune université suédoise de Vaxjo qui envoie des professeurs et accueille des étudiants pour un "Bachelor" ou un "Master".

Quatre étudiants titulaires d'un master suédois en management ou en entrepreneuriat sont rentrés (trois autres sont en formation). Vu les salaires universitaires, ils travaillent dans l'administration internationale. Ils seraient prêts, selon leur professeur suédois, à enseigner quelques heures régulièrement à la faculté. Mais ils n'ont pas pu obtenir cela. Il est clair que c'est un cas de figure qui se reproduira de plus en plus et que l'université devra rapidement définir des positions sur contrat temporaire pour des "intervenants extérieurs". A notre connaissance, seul le KLC a établi cela en Droit.

Business High School de Peja "BHSP" : Il s'agit de relancer cette institution dépendant de la faculté d'économie et qui eut autrefois un certain rayonnement. La BHSP souhaite délivrer en trois ans un "Bachelor" en gestion. Un travail très sérieux de mise au point des programmes a été fait à partir de sites internet, travail auquel on peut seulement reprocher d'avoir ciblé "un peu haut" (Harvard, London School of economics, MIT) alors que, sur critères français, il eût fallu viser le niveau des IUT et licences professionnelles. De plus, il ne suffit pas d'établir un programme, encore faut-il avoir la documentation et les enseignants pour cela, et des enseignants qui connaissent l'économie et la gestion modernes et qui soient débarrassés de ce qu'ils ont appris et enseigné du temps du communisme, fut-il yougoslave.

Néanmoins, *la BHSP doit être soutenue par une coopération internationale*. Le centre de Budapest de l'Ecole de commerce d'Angers (ESSCA) serait prêt à participer et à accueillir des formateurs dans son module semestriel en anglais en "commerce européen". Il faudrait rapidement constituer un consortium européen introduisant chaque année de façon coordonnée 5 ou 6 modules de 24 heures de cours, soit 120 à 150 heures dans l'année, et accueillant régulièrement des formateurs. Avec 10,000 Euros par an, on pourrait déjà faire beaucoup.

Projet de l'Agence Européenne de Reconstruction d'un institut de gestion

L'Agence envoie quelques consultants européens pour établir un institut de formation de "managers", distinct de l'université, ce qui ne sera passans poser problème avec la nécessaire réforme de la faculté d'économie. Il ne suffit pas de former des managers pour développer une économie, dont les meilleurs gestionnaires ne sont pas toujours les plus diplômés. Il faut former en priorité des techniciens et des cadres intermédiaires. On ne fera pas l'économie du temps nécessaire ni de l'évolution des mentalités dans un contexte européen.

En Sciences sociales, politiques et administratives, un très gros travail a été mené dans ce domaine, coordonné par M. Jens Vang, "deputy international administrator" de l'université.

Les institutions qui y participent et cofinancent pour un total déjà rassemblé d'environ 750,000 Euros sont (montants en milliers d'euros) :

Bristish Council : 420	UNMIK : 270	KFOS (Soros Kosovo)
ATA (U. d'Amsterdam) : 15	OSI-Budapest : 40	US Liaison Office
WUS-Austria : 5		DAAD

Le projet établit les curricula de premier cycle dans deux domaines :

- i) ***Sociologie***
- ii) ***Sciences politiques et d'administration publique.***

Organisé en suivant strictement les recommandations de Bologne, ce projet qui démarrera en septembre 2001 avec 3 professeurs étrangers à temps plein, doit former les cadres politiques et administratifs du Kosovo. Ces études en trois ans doivent permettre :

- l'intégration directe sur le marché local du travail aux standards européens
- et/ou la poursuite des études vers un master.

Au terme de l'année 2002-03, 5 professeurs étrangers à temps plein sont prévus.

Le budget total espéré est d'environ 1,3 millions d'euros.

La France, totalement absente de cet important projet pourrait encore s'y joindre et serait bienvenue dans les domaines des sciences politiques et/ou de l'administration locale. Cela pourrait se faire par la réalisation de modules de premier cycle dans ces domaines. Par la suite, la participation aux masters encore à définir serait possible.

En Sciences juridiques :

De fortes collaborations existent entre *la faculté de Droit et l'Allemagne (DAAD), l'Autriche (WUS), et les Pays-Bas*, avec l'appui de la Fondation Soros et du Conseil de l'Europe, notamment dans la mise en place du KLC (Kosovo Law Center) qui a pris en charge de façon très efficace la réforme complète des curricula et particulièrement ceux du premier cycle.

Le KLC, dirigé par un juriste allemand, a introduit diverses innovations simples mais fondamentales : une date limite et un nombre maximum d'essais pour passer les examens (une petite révolution, premier pas vers la disparition des étudiants fantômes) ; des intervenants extérieurs, locaux ou étrangers ; la reconstruction de la bibliothèque et l'équipement en ordinateurs ; des bourses de mobilité ; la refonte complète des cursus de premier cycle et l'introduction, sous coopération internationale, cinq mastères spécialisés :

Droit administratif et constitutionnel	Droit civil	Droit criminel
Droit financier	Droit international	

III-F] Coopérations universitaires avec la France

"The University of Prishtina during its history has had some contacts with French Universities ; after the war only symbolic relations with Universities of Sorbonne and Bordeaux. We are open for cooperations with Your Universities and we can see many possibilities for more closely operations."

(Message du Pr. Zejnel Kelmendi, Recteur de l'Université de Prishtina, 31 juillet 2001, texte complet en annexe)

La France est totalement absente des coopérations avec l'Université de Prishtina, y compris en Sciences humaines, sauf avec le département de français grâce à une "vieille" collaboration avec l'Université Paris 8, maintenant bien soutenue par la sous-direction du français du MAE.

Le secteur du Droit est bien couvert par nos amis britanniques et germaniques, et ceux-ci se réjouiraient d'une participation française. L'envoi de professeurs pour l'introduction de modules de *Droit constitutionnel* au niveau du master serait fort apprécié. D'autres secteurs permettraient une intervention de la France, qui pourrait être rapidement mise en place. Elle serait fondée sur l'implantation durable par des professeurs français de modules dans les curricula de premier cycle, suivant le schéma décrit plus haut.

Plusieurs domaines seraient possibles : *Le français* bien sûr et c'est en cours grâce à l'intervention de Paris 8 ; mais aussi, *la philosophie* (voir ci-dessous) ; *l'économie et la gestion* en introduisant des modules, en soutenant l'Ecole de commerce de Peja, et offrant quelques bourses d'études pour de jeunes enseignants. Enfin, la participation au projet maintenant bien ficelé mais non encore totalement pourvu en *sciences sociales, politiques et d'administration publique* serait bienvenue.

Des étudiants kosovars en France ?

C'est un fait à peu près acquis que dans deux ou trois ans, tous les étudiants kosovars pratiqueront correctement la langue anglaise. S'ils veulent poursuivre leurs études à un bon niveau, et cela concernera surtout le second cycle (master), beaucoup devront le faire à l'étranger. Or les pays de langue anglaise, USA, Grande Bretagne, voire Australie, pratiquent des droits de scolarité élevés. La solution sera alors d'aller vers les pays où les seules dépenses d'un étudiant sont celle de vie, surtout l'Allemagne et la France. Beaucoup de "familles élargies" seront prêtes à soutenir un de leurs jeunes si celui-ci est prometteur. Si la France veut profiter de cette possibilité d'accueillir prochainement dans ses universités les meilleurs des étudiants kosovars, il faut dès à présent construire des coopérations implantant au Kosovo des formations de premier cycle de qualité, même en anglais. C'est dans le cadre de ces coopérations et de renseignement apportés sur les études en France que se développera aussi l'apprentissage du français à l'université puis dans les lycées car de plus en plus le Kosovo deviendra une terre d'émigration temporaire en Europe de ses jeunes qualifiés.

EDUFRANCE devrait développer au Kosovo même une présentation des études en France adaptée aux besoins des étudiants kosovars, et cela est probablement valable dans d'autres pays de l'ex-Yougoslavie. On peut imaginer, plutôt qu'une semaine de présentation coûteuse et limitée, une présence permanente d'EDUFRANCE sous forme d'affiches et brochures avec

indication des sites web, dans l'Espace Français dont l'implantation est prévue par le BLF dans l'Université de Prishtina.

Le retour sur l'investissement en Roumanie et Bulgarie.

Plusieurs formations francophones ont été montées avec succès dans ces deux pays avec parfois délocalisation de diplômes français, et pourraient servir :

- soit, à qualité égale, à accueillir des étudiants pour un coût moindre qu'en France,
- soit à envoyer des enseignants roumains de ces filières pour intervenir dans les enseignements au Kosovo.

Sur ce dernier point, les Kosovars questionnés n'y voient aucun inconvénient et plusieurs professeurs roumains également interrogés seraient prêts à venir enseigner à Prishtina¹⁷.

Un budget français annuel de 20 à 30 milliers d'Euros serait suffisant (en plus de l'intervention sur le français) pour développer une participation française dans les différents domaines, à raison de 2,000 euros par mission d'une semaine (voyage, séjour, documentation, indemnités). Cet apport pourrait apparaître comme une contribution française au projet "Professional Bachelors", permettant ainsi de bénéficier des financements multilatéraux dont beaucoup sont déjà engagés, et de se définir comme possible partenaire des projets TEMPUS à venir.

¹⁷ Par exemple ceux des DEA de Cluj en philosophie ou en Langues étrangères appliquées, ou en Finance et Contrôle de gestion de Bucarest, ou des filières francophones de Droit ou de Sciences Politiques de Bucarest, ou encore les psychanalystes roumains, presque tous formés par des thèses récemment soutenues en France.

III-F / i] Coopération avec le Département de français (Paris 8)

Le soutien à la réforme de l'enseignement du français est mené par Christopher Lucken, de l'Université Paris 8, avec l'appui de la sous-direction du français du MAE. Son rapport complet est en annexe. Je ne saurais faire mieux que d'en transmettre ici la *synthèse* :

Situation de l'enseignement du français à l'Université de Prishtina : Après plusieurs années difficiles, le nombre d'étudiants inscrits au Département de français atteint une quantité tout à fait convenable (~50). Les professeurs de français sont restés en place et les enseignements requis peuvent être donnés normalement. Cependant, ces professeurs approchent ou ont atteint l'âge de la retraite et la relève n'est pas prête. Le programme et le contenu des cours sont encore archaïques et trop orientés vers la seule formation de futurs enseignants de français.

Réorganisation du cursus : Le cursus de français doit répondre aux recommandations de la Déclaration de Bologne. 3-5-8 et ECTS . Seule la Licence (BA) fait ici l'objet d'une proposition de réforme (le Mastère et le Doctorat nécessitent une consolidation préalable du Département et une programmation en partenariat avec des universités francophones). L'enseignement est organisé chaque semestre en 5 modules de 4 h. hebdomadaires, comptant chacun pour 6 crédits (soit 60 crédits annuels, normes ECTS) et étant pourvu d'une unité validée au terme des cours. Certains modules reprennent des enseignements traditionnels et peuvent être assurés par les enseignants actuels ; d'autres impliquent de nouveaux enseignements pour lesquels il faudra un soutien de professeurs étrangers au département. Un module par semestre est optionnel et peut être suivi dans un autre département, après accord du département de français (par exemple, l'anglais en première année).

Enseignement du français pratique : Un module semestriel dévolu à un enseignement du français pratique mettra l'accent sur la compréhension et le maniement oral du français. Cet enseignement sera proposé à tous les étudiants de l'Université qui souhaitent apprendre le français et utiliser à cette fin les modules optionnels à leur disposition. Organisé par le département de français, il doit permettre à des étudiants de se servir du français dans le cadre de leur formation disciplinaire et de poursuivre des études dans une université francophone. Il sera assuré avec l'aide d'un stagiaire FLE (Français Langue Etrangère) financé par la France.

Débouchés : Trois orientations principales se présenteront aux étudiants au terme de la licence (BA) de français : la recherche, la traduction (formation spécifique à mettre en place) et l'enseignement au niveau secondaire (école primaire et lycée). Pour ce dernier cas, les choses dépendront des conditions de délivrance du diplôme de professeur (formation de niveau Mastère assurée par une Faculté de pédagogie *ad hoc* ?).

Relève : L'ensemble des professeurs de français atteindront ou dépassent l'âge de la retraite. Il est impératif de préparer rapidement une relève. Plusieurs candidats existent : certains sont sur le point de terminer une thèse de 3^{ème} Cycle, d'autres l'ont soutenue, dont quelques uns sont en Doctorat ou, même, l'ont déjà soutenu. L'une enseigne déjà au département. Mais cela est insuffisant quand on sait qu'il faut plusieurs années pour former un enseignant universitaire. Il est nécessaire de leur permettre d'accéder rapidement à des fonctions d'enseignement, en créant les postes adéquats. Il faut en outre les soutenir dans la poursuite de leur formation. Des bourses seront délivrées à cette fin par la France. Il faudra mettre sur pied de véritables relations de partenariat, ou de tutorat, entre ces futurs enseignants et des professeurs de la même discipline au sein d'universités francophones.

Paris août 2001 - Christopher Lucken

III-F / ii] Coopération avec le Département de philosophie (Lille, Nice, Cluj, Bucarest, Tirana, Zagreb, Oldenburg)

La lettre du Pr. Kadri Metaj au Pr. Michael Daxner figure en annexe

Le directeur de ce département est le professeur Kadri Metaj, francophone ayant bénéficié autrefois d'un stage de six mois en France. Il y a huit enseignants (dont un seul francophone), relativement jeunes par rapport au reste de l'université. De nombreux livres français ont été offerts par le Comité Kosovo et un "Centre François Furet" les regroupe. Quelques conférences ont été récemment données par des philosophes français, dont le Pr. Patrice Canivez de l'Université Charles de Gaulle (Lille 3)

Kadri Metaj a assisté en juillet 2000 en Roumanie à l'école d'été internationale de l'ARCHES (association roumaine des chercheurs francophones en sciences humaines) et sera présent à l'école organisée en septembre 2001 à Lille. Un de ses élèves, Domi Besnik, y sera aussi et compte préparer ensuite un DEA en France. Une quinzaine d'étudiants ont suivi cette année les cours de conversation française donnés par M^{lle} Hatidje Murseli. Il y a comme un "frémissement francophone" en philosophie à Prishtina et nos discussions ont porté sur les possibles ouvertures internationales. Trois départements de philosophie seraient intéressés, et l'université d'été de Lille devrait le confirmer : Lille 3, Nice, et Cluj-Napoca (DEA francophone de philosophie contemporaine), plus Tirana, Zagreb et Oldenburg (D). Les universitaires psychanalystes francophones de Bucarest seraient prêts à introduire à Prishtina les concepts de la psychanalyse, inexistante au Kosovo.

A la suite d'une rencontre avec Michael Daxner, les points suivants ont été obtenus :

- i) Introduction de nouveaux modules par des missions de professeurs étrangers animant aussi des séminaires de recherche.
- ii) Mise en place de deux ou trois cotutelles de thèse avec des universités françaises et allemandes (Lille et Oldenburg).
- iii) Organisation début 2002 d'un concours de dissertation philosophique "Jean-Jacques Rousseau à Dijon" pour des lycéens et étudiants de tout le Kosovo.

Le curriculum de premier cycle a été entièrement mis au point à partir des programmes de DEUG + Licence des universités françaises fournis grâce aux sites internet. Il s'agira aussi d'introduire des modules sur les ouvertures professionnelles d'études de premier cycle en philosophie (journalisme, édition, psychanalyse, sciences politiques, sociologie, ...) ainsi que des modules intéressants des étudiants d'autres départements et transférables via l'ECTS.

Quelques philosophes de Prishtina devraient se joindre au réseau francophone d'Europe du Sud-Est sur le thème de "l'Etat de droit saisi par la philosophie" dont la création sera envisagée lors de l'Université européenne d'été de Lille¹⁸. Ils sont partenaires du projet TEMPUS régional déposé février 2001 et coordonné par Nice pour la formation d'universitaires du Sud-est européen.

¹⁸ Cf "Le Monde" du 28-06-01, supplément "Savoirs d'été" p. XIV

III-F / iii] Coopération avec la Faculté d'Economie (Orléans, Angers, Toulouse)

.Possibilité de faire intervenir en soutien à l'Ecole de Commerce de Peja et pour la formation de jeunes formateurs universitaires :

L'ESSCA d'Angers via son centre à Budapest : formation d'enseignants à Budapest dans le semestre en anglais sur le Commerce européen, et réalisation de modules sur place.

L'Université d'Orléans qui a délocalisé à Bucarest son DESS de "Finance et Contrôle de gestion" accepterait d'y accueillir chaque année quelques jeunes Kosovars. Et de réaliser des modules sur place.

Des contacts seront aussi pris en septembre avec l'IUT "Gestion d'Entreprises et administrations" de Toulouse.

III-F / iv] Coopération en Sciences sociales, administratives et politiques (IEP Paris ou Nancy, Paris 12-Val de Marne, Rennes 1)

Les études à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris sont organisées suivant le 3,5,8 et les premiers cycles implantés à Nancy et Dijon se préoccupent de coopération avec l'Europe centrale. De plus, la "Maison des PECO" est implantée à Nancy. L'intervention française dans le programme existant pourrait être d'implanter à Prishtina quelques modules de sciences politiques, avant d'envisager une coopération plus vaste de formation d'universitaires par des cotutelles de thèse.

L'Université Paris 12-Créteil a implanté en Roumanie plusieurs de ses DESS de gestion des administrations locales et mis en place plusieurs cotutelles de thèse. Elles seraient d'accord pour faire profiter le Kosovo de son expérience.

Ces interventions françaises, si elles se réalisent et s'affirment, permettront ensuite de participer à la mise en place de mastères spécialisés dans des domaines d'importance pour les coopérations dépassant largement le cadre universitaire.

III-F / v] Coopérations en Sciences et Technologies

Ces possibilités de coopération ont été développées dans le chapitre sur les Sciences et Technologies et les domaines sont ici rappelés :

- Mathématiques et Informatique (La Rochelle, Orsay, Polytechnique, CIMPA-UNESCO)
- Electrotechnique (INP-Toulouse, Bucarest, Barcelone)
- Architecture et urbanisme (Nancy, Lugano, Milan)
- Environnement (Paris 6, Amsterdam)

IV] L'Université d'été de Prishtina

L'Academic Training Association (ATA) est une ONG liée à l'Université d'Amsterdam et dont les animateurs ont tous moins de 35 ans. Elle a conduit la réforme des cursus en sciences sociales, politiques et administratives (voir plus haut). Elle a déjà, en 1999, réalisé une grande université d'été en Bosnie à Tuzla et s'occupe toujours du maintien des contacts établis à cette occasion. Depuis plus d'un an elle s'est lancée dans la préparation de l'Université de l'été 2001 durant 4 semaines à Prishtina. Tous les domaines étaient éligibles, et environ 450 étudiants dont plus du tiers extérieurs au Kosovo y ont assisté¹⁹. Un contrôle de connaissance terminait chaque cours et des crédits ECTS étaient attribués, certains déjà reconnus par les facultés concernées.

On peut regretter que le lieu même, l'Université de Prishtina, au centre de la ville, ne permette aisément ni les discussions en dehors des cours, ni les rencontres transdisciplinaires qui amplifient les effets à long terme de toute école d'été lorsqu'elle se tient en un lieu dont l'isolement et la beauté obligent les participants à plus de convivialité²⁰. Or la réforme de l'université au Kosovo - mais aussi dans les Balkans - a aussi besoin que se créent, dans une activité professionnelle faite d'expériences fortes, des relations personnelles entre ses futurs acteurs. Il y eut certes plusieurs sorties et soirées communes.

Néanmoins cette université d'été fut une véritable prouesse, ouvrant plusieurs possibilités :

- Plus de deux cents universitaires s'étaient proposés, dont une soixantaine furent retenus. Il y a maintenant une petite base de données de candidats pour des interventions à Prishtina.
- Pour la première fois, le système ECTS de crédits était discuté et appliqué au Kosovo.
- C'était depuis plus de dix ans, pour beaucoup d'étudiants kosovars les premiers contacts avec des étudiants d'autres pays européens et ils étaient tenus sur place.
- Pour l'administration universitaire elle-même, c'était aussi la première manifestation internationale sur son propre terrain. Et elle ne s'y est pas trompée en apportant son plein appui.

C'est en tout cas la volonté des organisateurs que de renouveler en 2002 et 2003 cette université d'été qui demandera sans doute d'être mieux harmonisée avec la réforme en cours de tous les enseignements universitaires.

On peut souhaiter que cette Université d'été de Prishtina, améliorée d'année en année, se pérennise et devienne une tradition. Comme pour le cadre "3,5,8 et ECTS" de la Résolution de Bologne, le Kosovo serait alors en avance sur ce qui finira bien par s'imposer en Europe : *les cours d'été validés dans les cursus et permettant une large ouverture tant internationale que dans l'environnement socio-économique.*

¹⁹ J'y ai moi-même enseigné un cours de 16 heures en statistiques (Statistiques non-paramétriques) à 12 étudiants et 3 enseignants. Nous étions ainsi 2 Français (avec Muhameddin Kullashi de Paris 8) parmi plus de 60 enseignants non kosovars.

²⁰ Cf l'Ecole des Houches, le Groupe Bourbaki, l'Ecole d'Uriage, ou les écoles d'été de l'ARCHES.

V] Conclusion et perspectives.

I] *Dans les écoles et lycées*, le cadre de l'enseignement de la langue française et du démarrage de l'Ecole de l'Europe est fixé par l'accord signé en mai 2001 par le DES et le BLF. Il reste à le mettre en application, et c'est la volonté du ministère des affaires étrangères²¹. *La participation du GREF*²² serait décisive car la disponibilité et la compétence de ses membres offrent un atout irremplaçable, venant compléter la prochaine présence permanente d'un responsable au Kosovo de ces opérations, rattaché au *Bureau de Liaison Français qui doit garder la maîtrise et le pilotage de l'ensemble de ces opérations*, mais en considérant la diversité des compétences (et donc la richesse) des intervenants.

Il serait souhaitable d'envisager une coordination francophone et non plus seulement française si, comme nous l'ont présenté divers responsables, la Suisse (Canton de Genève), le Canada et la Belgique décident de participer à l'enseignement de la langue française.

Le démarrage de l'Ecole de l'Europe sera sans doute le moins facile à mettre en œuvre. Il nécessitera un suivi d'autant plus vigilant que nous ne connaissons pas encore le niveau réel de motivation et d'implication de nos partenaires kosovars ou allemands. Il devra éviter de n'être que la juxtaposition d'un projet français et d'un projet allemand pour s'articuler sur une véritable dimension européenne et permettre à d'autres pays de le rejoindre. Il est bon de se fixer un objectif ambitieux afin que : *"Dans dix ou vingt ans, les principaux acteurs de l'intégration européenne du Kosovo soient d'anciens élèves de l'Ecole de l'Europe"*.

Avec les autres opérations qui n'entraient pas dans le cadre de cette mission, dont celle exemplaire du lycée de Vushtrri, les reconstructions déjà effectuées et à venir d'autres écoles, le lycée agricole de Prishtina, les opérations menées par Solidarité Laïque, à quoi s'ajouteront les appariements d'établissements, l'action de la France est très significative au Kosovo.

La France est le seul pays à développer au Kosovo une stratégie cohérente d'enseignement de sa langue. Mais cette situation ne durera pas et il y aura vraisemblablement pour le choix de la seconde langue (l'anglais pour tous étant admis) une relation de *"coopération-compétition"* avec la langue allemande qui bénéficie d'un intérêt beaucoup plus grand de la part des familles. Il se peut aussi, lorsque sera prise en compte la perspective de l'émigration dans le choix d'une formation, que l'italien puis l'espagnol soient aussi introduits. Il convient donc que, dès leur mise en place, les interventions se coordonnent au niveau européen et que, à travers les *appariements d'établissements*, les écoles et lycées kosovars s'intègrent dans des réseaux européens.

L'intervention française doit être conçue comme une voie de rattachement du Kosovo à l'Europe en construction.

²¹ Une rencontre rassemblant les différents intervenants français est prévue au MAE début septembre à Paris.

²² Le Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières a déjà réalisé plusieurs missions de 6 semaines au Kosovo pour l'utilisation de la méthode "Café-Crème" d'enseignement du français. Ses très larges compétences, et pas seulement dans l'enseignement du français, et la forte motivation de ses membres, tous bénévoles, devraient en faire un outil indispensable dans la mise en place d'enseignements bilingues. Une mission de 3 mois de professeurs de mathématiques par exemple permettrait d'introduire "en douceur" un enseignement bilingue de cette matière. On peut espérer que le GREF ouvrira ses compétences au domaine universitaire.

Dans cette perspective, les interventions franco-allemandes sont à développer, quelles qu'en soient les difficultés de mise en place. On doit donc espérer la participation envisagée de l'OFAJE (Office franco-allemand de la jeunesse) pour favoriser la convergence des interventions de nos deux pays dans le véritable projet-pilote qu'est l'Ecole de l'Europe.

II] A l'université de Prishtina, le schéma général de la Résolution de Bologne, à savoir le 3,5,8 et l'ECTS, est désormais presque unanimement accepté. C'est un pas important montrant la capacité de cette université de s'engager sur la voie de son renouveau, mais c'est surtout une première étape qui devrait faciliter sa transformation en instrument de développement du pays et de son intégration européenne. Il reste à réaliser ce pour quoi ce schéma général a été proposé à Bologne et nous n'insisterons jamais assez sur ce point : ***l'intégration de l'université dans la problématique du marché européen de l'innovation et de l'emploi.***

La réalisation des deux projets montés durant cette mission, réalisation qui pourrait être supervisée par l'Association Européenne des Universités :

- *professional bachelor's studies,*
- *revival of research activities,*

sera une forte contribution à cette perspective de transformation de l'Université de Prishtina en une véritable université, *instrument de l'intégration européenne en symbiose avec son environnement socio-économique.*

Les contributions des Etats et donateurs, et en particulier de la France, pourraient aller en renforcement de ces deux projets dont les coûts sont modulables et limités eu égard à l'importance de leurs impacts.

La réalisation et le suivi de ces projets nécessiteront *qu'une personne d'un pays européen soit désignée pour cela.* Ce coordinateur devra agir en étroite relation avec les responsables kosovars et internationaux à Prishtina, et rendre compte régulièrement des progrès et difficultés à l'Association Européenne des Universités qui aurait le pouvoir de décision en cas de contestation. Il n'est pas nécessaire que cette personne soit à temps plein au Kosovo. Au contraire, la double condition de réussite de ces deux projets est qu'ils s'intègrent dans le processus de "kosovarisation" qui se met en œuvre et que leur coordinateur international garde le contact tant avec les universités européennes partenaires et qu'avec les responsables nationaux du Processus de Graz²³.

Il importe aussi que se construise progressivement un comité de coordination de ces projets, comité de coordination qui devra préfigurer un véritable *département de la formation permanente et de la formation à distance*, agissant aussi comme groupe de réflexion sur l'adaptation des études aux perspectives d'emploi et de recherche et développement tant au Kosovo qu'en Europe²⁴.

²³ Le Processus de Graz est la dimension universitaire du Pacte de Stabilité des Balkans.

²⁴ Les difficultés rencontrées auprès des universitaires sur ce thème au cours de la mission montrent qu'il est encore trop tôt pour mettre en place un tel département de la formation permanente. Il faut donc, dans un premier temps, créer les conditions pour que la nécessité s'en fasse sentir. Il y a urgence.

Avec l'outil de communication offert par internet, des missions régulières (une semaine toutes les cinq ou six semaines) pour les prises de décision, pour la coordination, pour la prospective et le suivi budgétaire, seront nécessaires et suffisantes pour faire fonctionner ces deux projets qui n'aboutiront que si les partenaires kosovars s'en emparent.

Ce coordinateur devrait satisfaire aux conditions suivantes :

- avoir l'habilitation du DES de la MINUK, de l'Université de Prishtina, et de l'Association Européenne des Universités,
- parler anglais,
- posséder une bonne expérience tant de l'Université de Prishtina et du Département de l'Education et de la Science de la MINUK que des universités européennes et de leurs relations internationales,
- connaître les voies permettant d'accéder aux donateurs et à leurs financements.

Si l'on souhaite que la France participe au renouveau de l'Université de Prishtina, il serait souhaitable que ce coordinateur soit français.

Ch. D.

VI] Liste des annexes

A1 à A8 : annexes ci-après

☒ : dossiers envoyés par internet sur demande à duhachri@aol.com

A1	Texte Stratégique de Michael Daxner (janvier 2001)
A2	Accord DES / BLF sur l'enseignement du français et l'Ecole de l'Europe
A3	Lettre de mission à l'Université de Prishtina.
A4	Lettre du Recteur de Prishtina concernant la coopération universitaire avec la France
A5	Lettre du Président de l'Association Européenne des Universités
A6	Projet de financement pour la professionnalisation des études universitaires
A7	Proposition pour la relance d'activités de recherche à l'Université
A8	Lettre du département de philosophie pour la licence de philosophie
☒	Lettre du Collège Saint-Laurent sur l'échange avec l'école de Mitrovica.
☒	Echange de courrier concernant le lycée technique de Prizren.
☒	Proposition pour la mise en place de licences professionnalisantes
☒	Rapport de mission du Professeur Faton Berisha (mathématiques et informatique)
☒	Rapport de mission du Dr Ilir Murseli (Architecture)
☒	Rapport de mission de Bruno Dagues (électrotechnique)
☒	Réforme des études de Sciences sociales, politiques et administratives. .
☒	Projet ENVIROKOS de licence professionnelle en Environnement.
☒	Ecole d'été de philosophie "La Responsabilité" à Lille en septembre 2001.
☒	Annonce du cours de statistique à l'Université d'été de Prishtina

NB : La traduction du texte du Pr. Michael Daxner sur la réforme de l'éducation au Kosovo est présentée ici avec son accord, car il présente l'importance, les urgences et la stratégie de la remise en route de l'ensemble du système éducatif.

ANNEXE A1

Le défi de la réforme de l'éducation au Kosovo²⁵.

Michael DAXNER
International Co-head for Education and Science
International Administrator University of Prishtina

La qualification, liée à l'employabilité, est un des atouts à venir sur lesquels peut se construire l'économie kosovare. Les jeunes diplômés auront un droit d'entrée dans cette Europe alors que d'autres ont usé de leur pouvoir pour les maintenir trop loin de cette aire où ils pourraient dans le futur gagner une part importante du revenu familial. C'est un autre aspect de notre réforme que de construire le meilleur capital dont le Kosovo puisse disposer : les talents et qualifications d'une société extrêmement jeune, impatiente et capable de partir à l'étranger durant une certaine période de leur vie. Cela veut dire que ni marché du Kosovo, ni la communauté locale ne doivent seules inspirer ces perspectives d'emploi, car le marché européen, beaucoup plus large fournira le cadre pour cet aspect de la réforme. La formation professionnelle et universitaire auront tout particulièrement des places importantes dans ce dispositif. Bien sûr, il ne s'agira pas de se cantonner à ces aspects du marché et de l'employabilité, mais sans ces deux composantes, la perspective plus large d'une bonne éducation en dehors du cadre du marché ne sera elle-même jamais atteinte. "En dehors du marché", c'est une perspective culturelle (on pourrait dire spirituelle), qui, dans le meilleur des cas, permettra à la nouvelle société d'accepter la transition qui mènera des structures imposées à des structures acceptées. Un bon exemple peut en être fourni par la transition de l'Allemagne de l'Ouest après 1945, où une loi constitutionnelle fut le "test du tournesol" de la transition..

Cela est vrai pour tous les Kosovars, et si un cursus unifié respectant les particularités ethniques et les traditions a une chance, alors il entrera dans le cadre de cet argument. Tant que toutes les parties se cachent derrière l'argument de leur propre victimisation, se considèrent comme des martyrs, ne perçoivent le changement que comme une injustice imposée de l'extérieur, et soupçonnent que l'histoire (et ses agents de la MINUK) offrent toujours des avantages à "l'autre" partie, alors aucune percée ne sera possible. Pour l'éducation, il importe de protéger la mémoire de toute pétrification afin que s'effacent les mythes de la guerre et du Système Parallèle²⁶. L'Europe ne veut rien apprendre des considérations subjectives sur cette guerre, car elle a suffisamment de travail à comprendre sa préhistoire et ses conséquences. D'un autre côté, une leçon amère pour les nouveaux venus et les candidats à l'entrée dans la famille européenne est que personne ne les attend. Certes, les portes sont ouvertes, mais il n'y a pas de comité d'accueil. Je voudrais conclure ce paragraphe ainsi : L'identité du Kosovo n'est pas la base de notre réforme, mais un but qui ne peut être atteint que si sont formées et éduquées des personnalités fortes, civiles, démocratiques. Elles constitueront les élites démocratiques. Voilà le défi lancé à la tradition dominante.

²⁵ Traduction de l'anglais par Christian Duhamel, non revue par l'auteur.

²⁶ Lorsque les Serbes ont voulu interdire l'enseignement dans une autre langue que le serbe, les Kosovars albanais ont assuré les enseignements dans des maisons privées, dans le "Système Parallèle", qui fonctionna durant 9 ans, du primaire à l'universitaire. (ndt)

Les piliers de la réforme.

Le système scolaire devra passer par *trois réformes majeures* : *éducative, organisationnelle, sociale*. L'Education au Kosovo devra passer d'une éducation normative et centrée sur l'enseignant à un environnement d'enseignement orienté vers l'enfant. Les programmes devront se fonder sur les standards cognitifs du reste de l'Europe tout autant que sur les modèles culturels et émotionnels propres à cette société. Je veux provoquer les traditionalistes en disant que ces modèles n'ont maintenant guère de valeur et qu'ils doivent être intégrés dans l'évolution des changements au sein de la société. L'organisation du système éducatif devra se concentrer sur le quadrilatère suivant : - élève, - enseignant, - environnement municipal, - communauté locale. La nouvelle structure du système scolaire demande une nouvelle structure de l'administration éducative et du cadre politique au niveau municipal. Ainsi nous avons commencé à implanter la Loi Municipale (règlement 45). La prévision, l'équipement, l'allocation de ressources humaines et matérielles, la maintenance, l'utilisation des bâtiments et équipements, etc. tout cela devra être coordonné entre le département et les municipalités dans une stricte structure à deux assises, avec les conseillers régionaux d'éducation agissant comme superviseurs et les médiateurs pour le Département d'éducation. Cette structure sera construite simultanément avec les réformes des programmes en cours et la formation des maîtres. Le Projet de la Banque Mondiale créera vraisemblablement l'épine dorsale qui soutiendra cette réforme.

La dimension sociale et culturelle de la stratégie de réforme est sans doute la plus compliquée. Il est facile de demander l'intégration des minorités, l'égalité des hommes et des femmes, toute sorte de possibilités d'égalités et même d'introduire la règle des quotas. Mais faire passer de telles visions dans le concret est chose difficile, si l'on prend en compte les blessures et cicatrices des conflits passés, tout autant que la structure diachronique d'acquisition du futur sans perdre l'ancrage solide dans le passé. Aujourd'hui nous sommes confrontés aux problèmes créés, non pas dans le passé proche, mais comme dans un sous-produit des développements d'événements récents. Avec les problèmes de la drogue, des enfants sans domicile, des orphelins, des liens familiaux et claniques brisés, nous assistons à des batailles de position entre ceux qui n'ont jamais quitté le Kosovo et ceux qui reviennent de l'Ouest. Nous sommes confrontés aux effets massifs du chômage. En temps de guerre le marché de l'emploi n'avait pas l'importance qu'il a maintenant. Le développement positif de quelques secteurs économiques, les différenciations sociales et les disparités des modes de vie vont en croissant. L'éducation ne doit pas seulement observer ces phénomènes, elle doit les prendre en compte. Les programmes et la formation des maîtres sont les activités centrales pour la création d'un système complet et polyvalent. Mais le seul travail du département d'éducation ne suffira pas : les autres départements JIAS²⁷ et la communauté locale doivent coordonner leurs stratégies avec l'éducation. Ainsi, l'éducation, qui est le plus grand secteur de l'administration civile, demande à être une "direction" (intellectuellement, par la compétence et la qualification) dans le développement du pays. Cela aura d'ailleurs des conséquences pour beaucoup d'autres secteurs de l'administration civile eu égard par exemple aux grilles de salaires, aux bénéfices sociaux, et aux habitudes administratives.

Pour implanter cette stratégie, nous allons souffrir des contraintes de temps, du manque d'argent, et du manque de qualification de beaucoup d'intervenants. La solution est de préparer le système à une longue période de position d'émergence durant la phase d'implantation. Les conséquences en sont énormes : il n'y aura pas de conditions normales de travail, il y aura des installations surpeuplées, il y aura des bas salaires - toutes conditions qui

²⁷ "gouvernement provisoire" du Kosovo rassemblant Internationaux et Kosovars (ndt).

sont insupportable pour une éducation dans les circonstances normales d'un développement générique calme et serein. Lorsque le Groupe de travail KTC sur l'éducation nous a demandé au Département de l'éducation d'inclure des experts d'associations locales dans notre travail, je n'aurais pas pu être plus heureux qu'en acceptant. Mais j'ai dit aussi que ce n'était pas à nous d'organiser cela ; ce sera la tâche des proto-parlementaires et politiciens locaux de nous faire connaître leur volonté politique. Quant à nous, nous mobilisons nos partenaires locaux dans les municipalités, dans les écoles, dans les médias, dans les syndicats, etc. sur les quatre secteurs de la réforme, suivant les directives conceptuelles de notre "lead Agency"²⁸. La division du travail demande un plan d'ensemble détaillé à la fois au sein du Département de l'éducation et de la science (DES) et entre le DES et ses partenaires de la MINUK (essentiellement le Département des services publics, le département de l'administration locale, de la formation professionnelle, et le Département du travail). Il nous faut aussi peaufiner les relations entre les Comités municipaux de l'éducation et notre Administration de l'éducation. Il est de la plus haute importance que le Département dispose d'une base statistique en état permettant de synchroniser nos plans et les processus budgétaires avec les mécanismes salariaux. Avec l'aide du projet de la banque Mondiale, nous devrions aboutir sur ces points vers la mi-juillet.

Mais nous prévoyons aussi des difficultés internes proches du triple-lien :

- 1) Au sein de la communauté locale, il nous faut construire les capacités et connaissances de nos partenaires locaux et nous mettre d'accord sur des priorités claires entre les conduites locales et internationales.
- 2) Au sein de la MINUK, on ne peut pas espérer que toute l'administration civile et des parts du Pilier IV ne s'occupe que de l'éducation. Nous devons tenter de continuer ce projet ambitieux en qualité de "meneurs" et non de "subordonnés".
- 3) Nous devons adapter et développer notre concept de "lead agency" pour inclure de nouveaux groupes de donateurs car le budget consolidé du Kosovo ne couvrira pas les transformations et réformes.

L'Université dans ce contexte.

L'Université de Prishtina a servi aux Kosovars albanais comme point focal pour créer une élite "nationale", une identité qui définit le concept de classes politiques. Pour les Serbes, comme ce fut le cas dans tous les régimes socialistes, l'Université était à la fois l'endroit où l'on formait les cadres et un outil efficace pour aligner la population sur l'idéologie en cours. Les élites démocratiques ne sont pas fatiguées à considérer la démocratie comme un objectif ou une conviction. Elles doivent devenir la classe politique de demain, et ceci est une vocation qui demande de beaucoup étudier.

L'Université fut au centre même du conflit politique et de l'estime de soi qu'ont les Kosovars albanais. C'est l'un des endroits les plus politisés de tout le Kosovo. Dans l'université, il y a beaucoup d'aspects qui diffèrent beaucoup du système de l'éducation publique générale et scolaire. L'école a un lien très fort avec le squelette social et culturel d'une société ; les familles sont les sous-groupes où se fondent les valeurs. Le désarmement ET la modernisation du système scolaire joueront un rôle décisif dans l'émergence et la mise en route d'une société civile au Kosovo. On pourrait penser que l'Université a beaucoup moins de liens avec les

²⁸ Au Kosovo, beaucoup d'opérations bien ciblées (réforme de tel ou tel secteur) sont confiées à des "lead Agency" chargées de les mener à bien en accord avec le département concerné du JIAS. (ndt).

bases locales ou nationales, puisque, par définition ses standards sont définis avec les communautés scientifiques internationales de l'enseignement et de la recherche à un niveau élevé. Mais ceci n'est vrai que partiellement. Non seulement les standards académiques ont chuté, à cause de la dureté des temps, mais ils ont aussi diminué par l'auto-isolement inhérent à la recherche d'une identité dans des référentiels auto-définis et une attitude d'exclusivité. Aujourd'hui, à la lumière de l'implication d'organisations et associations européennes ici, dont plusieurs nous aide en qualité de "lead agency" ou comme consultants, nous constatons que l'Université de Prishtina ne saurait faire l'économie de son alignement sur la communauté européenne de l'enseignement supérieur, sur ses règlements et ses standards. Nous sommes maintenant face à la transition d'une institution exclusive en modèle inclusif. Les règles de l'inclusion sont simplement incompatibles avec le maintien de l'affirmation du Système Parallèle.

Les nouveaux "Lois et Statuts" sont importants pour introduire la qualité et l'applicabilité. Mais soyons très clairs sur ce point que *les standards ne seront pas construits au Kosovo*. Ici, ils pourraient seulement être remplacés ou rejetés avec très peu de possibilités de débats. Comme seule l'Université sera suffisamment reconnue, ses demandes et besoins spéciaux peuvent jouer un rôle dans les directions des agences internationales. La qualité de membres est fortement recommandée ! *L'alignement sur le processus de Bologne sera le test*. Des pays comme les Pays-Bas ont déjà commencé à fonder leurs systèmes sur le cadre du processus de Bologne pour l'accréditation, l'évaluation, les procédures de reconnaissance et les structures de programmes et de crédits. Comme au Kosovo nous sommes loin de cet état là, nous devons, plus que les autres, marcher du même pas. Voici nos premières étapes :

- Introduction du schéma 3,5,8 (Bachelor, Master, Doctorat)
- Application du management de la qualité
- Introduction de l'ECTS (système européen de transfert de crédits)
- Développement de configurations autonomes de tout futur gouvernement.

Ceci impliquera de prendre des risques : des disciplines vont purement et simplement disparaître si elles sont inadaptées ou par manque de compétences. Ce sera à l'Université et à ses autorités financières de décider, indépendamment de leurs valeurs en terme de progrès intellectuel ou d'employabilité, si et comment elles les incorporeront dans leur budget, alors que d'autres disciplines émergent.

Le Kosovo et l'Université n'ont pas de sérieuses performances en recherche. Il y a quelques rares exceptions individuelles, quelques projets en développement, mais pas de recherche. Ceci vient des difficultés croisées en terme de qualification, d'équipement, d'environnement, et d'argent. Mais les contrats de recherche ne viendront que par une amélioration draconienne des trois premiers termes. Même les professeurs senior auront à se recycler dans leurs propres disciplines. L'équipement doit être modernisé et pour cela nous devons trouver de nouveaux fonds. L'environnement doit être changé de façon à enfoncer un coin entre le futur et le passé. Toute autre politique renverra l'Université dans une pernicieuse période d'incertitude.

Malgré tout, de solides amarres vont aider l'Université à survivre : les grands projets financés par la banque Mondiale ; le gigantesque soutien des organisations européennes de formation universitaire et de nombreuses universités et départements; l'assistance d'agences locales

comme le KLC²⁹. Ceci nous situe en un point de non retour. Toutes les "réformes" dont on a parlé jusqu'à maintenant ne doivent pas être considérées comme les vraies réformes finales ; elles n'en sont que les pré-conditions. *La vraie réforme viendra d'un développement à long terme de la recherche, de la scolarité, et de la formation continue dans toutes les disciplines, intégrant une combinaison de réforme des cursus, d'amélioration méthodologique et d'études de stratégies.* Il est évident qu'il ne suffit pas de se soumettre aux nouvelles forces, les esprits doivent comprendre que les doctorats, les publications, les examens du passé ont perdu leurs valeurs, et pas seulement à cause des nouveaux standards, mais parce qu'ils furent produits dans un cadre obsolète. La "liberté académique" sera la catégorie politique de ce changement et se mettra en place parallèlement à la construction de l'autonomie. Comme résultat, les professeurs ne jugeront plus leurs étudiants suivant leurs propres standards dans leur discipline ; les corps académiques ne harcèleront plus les responsables des publications, les marchandages corrompus entre les admissions et les examens ne détermineront plus les profils de carrière.

A ce point, on peut s'interroger, pourquoi les changements n'ont pas été réalisés plus précisément et plus efficacement ? Ma réponse spontanée serait que la plus grande part de responsabilité pour ces changements ne repose pas sur l'Administrateur international ou sur les agences externes, mais sur la coopération académique. Toute tentative de changement de la part de l'Administrateur International est clairement limitée comme l'est toute fonction de pouvoir : le succès sera minimal sans coopération de l'intérieur des chaires académiques (difficiles comme cela peut l'être pour les liens sociaux et de communication).

Je dois le reconnaître, la situation change, mais tant que demeurera le pare-feu du silence et du refus de l'évidence, nous serons loin des buts que nous envisageons. Le lien avec la communauté internationale est clair : seuls quelques locaux naïfs croient encore que la situation à l'intérieur de l'Université et du système scolaire n'est pas évidente pour cette communauté. C'est un signe de confiance de la part de nos donateurs que les réformes soient attendues à moyen terme sans plus de pression. Mais, comme je l'ai déjà dit, *l'Europe n'attendra pas.* Les quelques étapes concrètes pour l'Université seront :

- d'abord l'introduction généralisée du 3,5,8 fondée sur l'évaluation ou l'expertise externe, ou les deux ;
- deuxièmement la révision complète de la composition du personnel ;
- troisièmement un renouvellement d'au moins 20% du personnel académique avant la fin de l'année universitaire ;
- et quatrièmement des avancées dans la mise en place d'une plate-forme pour des recherches ciblées par l'implantation de l'Unité du Laboratoire central universitaire (CLU).

La formation des enseignants et une administration renouée compléteront ces programmes. La nouvelle Loi est en cours d'élaboration et c'est ce que nous faisons avec l'introduction du Statut d'Intérim.

²⁹ Le Kosovo Law Center, mis en place par l'OSCE pour assurer la réforme des études de Droit, a une direction internationale dont le directeur est un juriste allemand. Il est situé dans un bâtiment séparé de l'université et constitue la pointe la plus avancée de la réforme des curricula universitaires (ndt).

Etablissement d'une politique.

J'hésite à aborder le domaine du "Platonisme planifiant" : nous avons dépensé tant d'argent avec des consultants impatients de proposer une grille des actions utiles, toutes dans un réseau hyper-compliqué de lignes de communication parfaitement spontanées parmi d'autres, bien plus, parmi des acteurs rationnels et éclairés sur des scènes appropriées. *Ce type de perspectives est une perte de temps décevante dans un contexte de manque de temps.* L'établissement d'une politique du département de l'éducation vise une tout autre cible : nous aurons réussi dans notre travail si et quand il sera compris ce que doit réaliser un système éducatif dans un pays comme le Kosovo. Alors, allons-y avec responsabilité. Qui est responsable de l'éducation ? Cela n'a rien de trivial lorsque nous demandons si tous les parents, tous les directeurs municipaux d'éducation, si tous les enseignants et tous les politiciens du nouveau Kosovo sont capables de porter des responsabilités et d'agir dans le cadre d'une fiabilité rationnelle. La vieille réponse à ce problème est donnée par les colonialistes mentaux : Le Kosovo n'est pas assez "mûr" pour l'autonomie, pour accéder à l'indépendance, pour conduire ses propres actions. Bon, et alors ? Les internationaux sont-ils capables de se substituer dans la responsabilité de l'action ? Non, bien sûr. Ce n'est ni notre mandat, ni notre but. Mais c'est de notre responsabilité de former, et pas seulement éduquer, la communauté locale à *prendre en main les responsabilités de la vie telle qu'elle est* : parler anglais, posséder Word et Excel sur un PC, d'interpréter une "staffing formula" (?), mettre en vigueur des procédures définies de façon non subjectives, avancer des prévisions dans un contexte social donné, etc. En un mot : **apprendre**. Apprendre ce qu'il est nécessaire d'acquérir pour devenir les maîtres de sa propre société, ou pour acquérir ce qui est attendu d'une classe politique. Etre éduqué pas seulement pour gouverner mais pour apprendre et pour enseigner, pour introduire des normes et pour les relativiser d'une façon flexible, humaine.

Que voulons-nous réaliser pour réaliser ces tâches ?

- Nous voulons discuter cet établissement d'une politique avec nos partenaires locaux et nos collègues d'autres départements de l'administration actuelle du Kosovo.
- Nous voulons établir les étapes vers le transfert opérationnel en formant, en implantant de nouvelles structures viables, et en donnant au système une structure financière saine.
- Nous voulons que soient rendues claires les conditions par lesquelles le Kosovo sera capable d'entretenir un système d'éducation payé par des ressources internes et un argent international qui ne soit pas acquis sur des donations non ciblées.

L'aspect pratique de cette politique est un plan d'ensemble ambitieux. A la fin de l'année académique, les structures principales seront si visibles et compréhensibles pour à la fois les Kosovars et la communauté internationale que, après les élections générales, le processus de transition continuera par des étapes bien préparées. Dans ce but :

- Nous voulons que la nouvelle loi pour l'éducation générale et la formation professionnelle présente, et ceci de façon compréhensible et sans fioritures, comment se développera l'autonomie des écoles et des municipalités, et dans quelles conditions les programmes et agendas journaliers seront confiés aux corps exécutifs.
- Nous voulons conserver le concept des "lead agencies" et donner à ces agences un rôle dans et après le processus de transition ; nous voulons contrer la possibilité qu'un "ministère" puisse, dans une région autonome, retrouver son immobilité omniprésente et

bureaucratique. Ceci demande aussi une décision de l'administrateur international, ou de son successeur, pour empêcher la renaissance des vieilles structures.

- Nous sommes fortement engagés dans une politique d'égalité dans la scolarisation de tous les enfants kosovars, et à combler le fossé qui existe dans les possibilités d'éducation entre les divers groupes ethniques, minoritaires ou majoritaires. Mais cette politique ne pourra pas passer dans les faits sans la coopération des autres départements JIAS ni sans une stratégie et un soutien international prolongé. Quelques minorités recevront une aide et des ressources supplémentaires pour encourager leurs enfants à retourner à l'école afin de leur donner la possibilité d'atteindre le même niveau académique que les autres enfants. In fine, nous travaillons pour une prise de conscience et un nécessaire et profond changement de mentalité de toutes les communautés locales impliquées.
- Nous voulons faire de l'éducation une affaire publique. Cela souligne toute l'importance à donner au contrôle que l'on peut exercer sur les choses, ainsi qu'à la possibilité de rendre chaque citoyen responsable du système éducatif. Le conseil, le soutien, le recyclage, l'aide psychologique auront plus d'importance que l'inspection, l'examen, et le contrôle social permanent. Les relations publiques sont des "tâches républicaines" dans toute société civile.
- Le plus important est de *ne pas laisser le système tomber dans la rhétorique* : nous ne voulons pas d'un consensus général et verbal de tout un chacun sur toutes les réformes, tandis que les nouvelles structures seraient maltraitées, servant de couverture pour les vieilles mentalités et les vieilles procédures. Cela demande un contrôle public et d'être fermement persuadé que seules les réformes implantées peuvent aider les gens dans leur marche vers l'autonomie.

Nous avons identifié quelques unes des premières étapes. La conférence du printemps 2001 servira de test pour les directeurs d'éducation municipaux, les administrateurs d'éducation, les conseillers régionaux d'éducation, les consultants en organisation et en finance, et notre spécialiste juridique. Le résultat déterminera si nous pouvons ou non conduire le changement. Si nous passons ce test, alors la voie sera libre pour la réforme juridique et l'implantation administrative de la loi municipale. Ce n'est que si les municipalités sont aptes à assumer leurs nouvelles tâches et si le Département de l'éducation et de la science offre une ligne compréhensible, ce n'est que dans ce cas que les premières actions de mise en place du système pourront être entreprises. Le contraire ruinerait le système avant même qu'il soit mis en place.

* * * * *